



CHAPITRE 20

Loi ratifiant une convention concernant les forces hydrauliques de la rivière Outaouais

CHAPTER 20

[Sanctionnée le 20 mai 1943]

[Assented to, the 20th of May, 1943]

Préambu-
le.

ATTENDU que la Législature de cette Province a adopté une loi ayant pour titre "Loi concernant les forces hydrauliques de la rivière Outaouais", qui est le chapitre 33 des Statuts 6 George VI (1942);

Attendu que Sa Majesté le roi au nom de cette Province, Sa Majesté le Roi au nom de la province d'Ontario, "The Hydro-Electric Power Commission of Ontario" et la Commission des eaux courantes de Québec ont signé une convention octroyant les baux prévus à ladite loi, convention reproduite comme annexe A de la présente loi, et

Attendu qu'il est à propos de ratifier et de confirmer cette convention;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Titre
abrégué.

1. La présente loi pourra être citée sous le titre de *Loi des forces hydrauliques de la rivière Outaouais*.

Interpré-
tation:
"Com-
mission
des eaux
couran-
tes";
"Com-
mission
d'Onta-
rio".

2. Dans la présente loi

a) "Commission des eaux courantes" signifie la Commission des eaux courantes de Québec ou toute autre corporation créée pour lui succéder;

b) "Commission d'Ontario" signifie "The Hydro-Electric Power Commission of Ontario" ou toute autre corporation créée pour lui succéder.

WHEREAS the Legislature of this Province has passed an act entitled *An Act respecting the waterpowers of the river Ottawa*, being Chapter 33 of the Statutes 6 George VI (1942);

Whereas His Majesty the King in right of this Province, His Majesty the King in right of the Province of Ontario, The Hydro-Electric Power Commission of Ontario and The Quebec Streams Commission have entered into an agreement embodying the leases contemplated in the said act, a copy of which agreement is set out in Appendix A to this act; and

Whereas it is expedient that such agreement be ratified and confirmed;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. This act may be cited as *The Ottawa River Waterpowers Act*. Short title.

2. In this act:

a. "Quebec Commission" shall mean The Quebec Streams Commission and any other corporation created to succeed it, "Quebec Commission";

b. "Ontario Commission" shall mean The Hydro-Electric Power Commission of Ontario and any other corporation created to succeed it, "Ontario Commission".

Convention ratifiée.

3. 1. La convention reproduite comme annexe A de la présente loi, comme elle a été signée par les parties contractantes, est par les présentes ratifiée et confirmée dans la mesure où elle relève de la juridiction de cette Législature et il est déclaré qu'elle lie Sa Majesté le roi au nom de la province de Québec et la Commission des eaux courantes; en conséquence le ministre des terres et forêts et la Commission des eaux courantes sont chacun d'eux, autorisés à faire tous les actes et choses nécessaires pour en exécuter les clauses.

Arrêté ratifié.

2. L'arrêté du gouverneur général en conseil, reproduit comme annexe B de la présente loi, est par les présentes ratifié et confirmé dans la mesure où cette Législature a juridiction pour ce faire.

Détournement des eaux, autorisé.

4. La Commission d'Ontario est autorisée à détourner les eaux de la rivière Outaouais de leur cours naturel sous réserve de les retourner au chenal naturel, le tout conformément aux clauses de ladite convention.

S.R., c.
100, non
appllicable.

5. Les dispositions de la Loi relative à l'exportation de la force hydro-électrique, (Statuts refondus, 1941, chapitre 100) ne s'appliquent pas à ladite convention.

Juridiction de la Régie des services publics, restreinte.

6. Par dérogation aux dispositions de la Loi de l'électricité (Statuts refondus, 1941, chapitre 99) aucun terrain loué à la Commission d'Ontario par ladite convention, aucun droit à elle consenti, aucun ouvrage ou partie essentielle de l'aménagement desdites forces hydrauliques, ne sera soumis à la juridiction de la Régie des services publics, sauf en ce qui concerne l'énergie électrique distribuée ou vendue dans la province de Québec.

Consentement préalable à l'expropriation.

7. Par dérogation à toute disposition contraire de toute autre loi, aucun terrain loué à la Commission d'Ontario, aucun droit à elle consenti, aucun ouvrage ou partie essentielle de l'aménagement desdites forces hydrauliques, ne sera exproprié, pris ou acquis sans le consentement de la Commission d'Ontario.

S.R., cc.
279, 281,
non appli-
cables.

8. La Loi des compagnies à fonds social étrangères (Statuts refondus, 1941,

3. 1. The agreement set out in Appendix A hereto as executed by the parties thereto is hereby ratified and confirmed in so far as it is within the jurisdiction of this Legislature and declared binding upon His Majesty the King in right of the Province of Quebec and upon the Quebec Commission, and the Minister of Lands and Forests and the Quebec Commission and each of them is authorized to do all acts and things necessary to carry out the terms thereof.

2. The order of the Governor-General in Council, set out in Appendix B hereto, is hereby ratified and confirmed in so far as it is within the jurisdiction of this Legislature.

4. The Ontario Commission is authorized to divert water in the Ottawa River from its natural channel subject to returning the said water to the natural channel of the Ottawa River in accordance with the terms of the said agreement.

5. The provisions of An Act respecting the Exportation of Hydro-Electric Power (Revised Statutes, 1941, chapter 100) shall not apply to the said agreement.

6. Notwithstanding anything contained in the Electricity Act (Revised Statutes, 1941, chapter 99), no lands, rights or works, nor any essential part of the development of the said waterpowers, leased or licensed to the Ontario Commission under the said agreement shall be subject to the control of the Public Service Board save as regards electrical power or energy distributed or sold in the Province of Quebec.

7. Notwithstanding anything in any other act to the contrary, no lands, rights or works, nor any essential part of the development of the waterpowers leased or licensed to the Ontario Commission shall be expropriated, taken or acquired without the consent of the Ontario Commission.

8. The Extra-Provincial Companies Act (Revised Statutes, 1941, chapter 279) and to apply.

R.S.,
cc. 279,
281, not
to apply.

chapitre 279) et la Loi des renseignements sur les compagnies (Statuts refondus, 1941, chapitre 281) ne s'appliqueront pas à la Commission d'Ontario.

Droit de posséder des immeubles.

9. Nonobstant les dispositions de la Loi des acquisitions et aliénations d'immeubles par les corporations et les gens de mainmorté (Statuts refondus, 1941, chapitre 283) la Commission d'Ontario aura le droit d'acquérir et de posséder des immeubles dans la province sans obtenir de permis prévu par cette loi.

Réclamation pour dommages seulement.

10. Nulle personne prétendant avoir subi ou être exposée à subir un préjudice par suite d'un aménagement prévu à ladite convention, n'aura de recours par injonction ou autre bref de prérogative, mais elle ne pourra réclamer que des dommages.

Exemption de taxes.

11. Nonobstant toute disposition de toute autre loi, tous les terrains loués à la Commission d'Ontario par ladite convention ou sur lesquels il lui est accordé un droit de submersion de même que tous les droits, ouvrages et améliorations requis pour leur utilisation complète et la production d'énergie seront exempts de toutes taxes ou contributions provinciales et de toutes taxes ou contributions municipales et scolaires, et la Commission d'Ontario sera entièrement exempte de toutes taxes et contributions provinciales, municipales et scolaires qui pourraient lui être imposées à raison de quelque acte accompli en vertu de ladite convention ou en découlant.

Indemnisation des municipalités.

12. 1. La Commission des eaux courantes devra indemniser toute municipalité subissant une perte de revenus à raison de la suppression de taxes sur des immeubles acquis par Sa Majesté, en cette province, en vue de l'aménagement de sites faisant l'objet de la convention, annexe "A" des présentes.

Montant de la perte.

2. La Commission municipale de Québec fixera le montant annuel de cette perte en tenant compte des économies, bénéfices et avantages résultant, pour cette municipalité, de l'acquisition de tels immeubles ou de l'aménagement de tels sites de forces hydrauliques, y com-

The Companies Information Act (Revised Statutes, 1941, chapter 281) shall not apply to the Ontario Commission.

9. Notwithstanding the provisions of the Mortmain Act (Revised Statutes, 1941, chapter 283), the Ontario Commission shall have the right to acquire and hold immovable property in the Province without obtaining a license under that act.

10. No person claiming that he has been or may be injured by reason of any development contemplated by the said agreement shall have any remedy by way of injunction or other process but by way of damages only.

11. Notwithstanding anything in any other act contained, all lands leased or licensed under the said agreement to the Ontario Commission and all rights, works and improvements required for their full utilization and the production of power shall be exempt from all provincial taxes and fees and from all municipal and school taxes and fees, and the Ontario Commission shall be wholly exempt from all provincial, municipal and school taxes and fees which might be imposed or assessed against it by reason of anything done under the said agreement or arising therefrom.

12. 1. The Quebec Commission shall indemnify every municipality which sustains loss of revenue through the abolition of taxes upon immovable property acquired by His Majesty, in this Province, for the development of the sites which are the subject of the agreement, reproduced as appendix "A" hereto.

2. The Quebec Municipal Commission Amount shall determine the annual amount of such loss, taking into account all savings, benefits and advantages accruing to such municipality through the acquisition of such immovable property or the development of such waterpower sites, including any in-

pris toutes indemnités versées à cette demnities paid to such municipality for municipalité à raison de la perte ou de la loss or destruction of improvements of a destruction d'améliorations d'une nature permanent character.

Décision finale.

3. La décision de la Commission municipale de Québec sera définitive et sans appel aux tribunaux, mais pourra être revisée tous les cinq ans par ladite commission à la demande d'une partie.

Paiement annuel.

4. Le montant fixé pour chaque année sera payé à la municipalité par la Commission des eaux courantes le 30 juin de chaque année.

Durée des obligations.

5. Les obligations de la Commission des eaux courantes en vertu du présent article prendront fin cinquante ans à compter de la date de la convention susmentionnée.

Privilège des commissions scolaires.

6. Les commissions scolaires auront droit de bénéficier des dispositions du présent article de la même manière que les municipalités.

Emploi des indemnités.

7. Toute indemnité versée en vertu du présent article servira aux mêmes fins que les taxes dont elle tient lieu et la Commission municipale de Québec pourra déterminer quelles sont lesdites fins et quelle proportion de l'indemnité est applicable à chacune d'elles.

Arbitrage.

13. 1. Tout différend survenant entre parties à ladite convention à son sujet, ou concernant l'exécution de ses clauses, dispositions ou conditions, sera décidé, conformément aux clauses de ladite convention, par un tribunal arbitral composé de trois membres nommés ou choisis selon la teneur de ladite convention.

Décisions majoritaires.

2. Les conclusions de deux membres quelconques du tribunal arbitral qui sont du même avis, seront les conclusions du tribunal, et si plus d'une affaire est soumise en même temps au tribunal, cette règle s'appliquera pour chaque affaire.

Adjudication sur les frais.

3. Le tribunal arbitral aura le pouvoir d'adjudiquer sur les frais d'arbitrage, mais ces frais ne comprendront pas la rémunération des deux membres nommés respectivement par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec et le lieutenant-gouverneur en conseil de la

3. The decision of the Quebec Municipal No Commission shall be final and without appeal. Commission may be revised every five years by the said commission upon the application of any party.

4. The amount determined upon for Annual each year shall be paid to the municipality payment by the Quebec Commission on the 30th of June in every year.

5. The obligations of the Quebec Commission under this section shall terminate fifty years from the date of the above-mentioned agreement.

6. Any school board shall be entitled School boards. to benefit by the provisions of this section in the same manner as municipalities.

7. All compensation paid under this section shall be used for the same purposes compensation to be used. as the taxes which it replaces and the Quebec Municipal Commission may determine what the said purposes are and what proportion of the compensation is applicable to each.

13. 1. Any and all disputes arising Arbitration between the parties to the said agreement, or any of them in relation to the said agreement, or the fulfillment of any of the terms, provisions or conditions thereof, shall be decided, in accordance with the terms of the said agreement, by an arbitral tribunal composed of three members, appointed or chosen in accordance with the terms of the said agreement.

2. The findings of any two members Majority of the arbitral tribunal who are of the decision. same opinion shall be the findings of the tribunal, and, if more than one item is submitted to the tribunal at the same time, this rule shall apply to each item.

3. The arbitral tribunal shall have Costs. power to adjudicate upon the costs of the arbitration, but such costs shall not include the remuneration of the two members appointed by the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Quebec and the Lieutenant-Governor in Council of

province d'Ontario, lesquels seront payés par le gouvernement qui les aura nommés.

the Province of Ontario respectively, each of whom shall be paid by the government appointing him.

Rémunération par gouvernement.
Rémunération par commission.
Idem.
Appel sur refus d'autoriser travaux.
Appel à la Cour du Banc du Roi.
Procédure.
Enregistrement.
Idem.

4. La rémunération d'un membre choisi par le juge en chef du Canada à la place du lieutenant-gouverneur en conseil d'une province sera payée par le gouvernement de ladite province.

4. The remuneration of a member chosen by the Chief Justice of Canada in lieu of the Lieutenant-Governor in Council of a Province shall be paid by the government of such Province.

5. Le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, en tout état de cause, ordonner que la rémunération d'un membre nommé par lui soit payée par la Commission des eaux courantes.

5. The Lieutenant-Governor in Council may direct, in any case, that the remuneration of the member appointed by him shall be paid by the Quebec Commission.

6. La rémunération d'un membre choisi par le juge en chef du Canada à la place du lieutenant-gouverneur de la province de Québec sera payée par la Commission des eaux courantes.

6. The remuneration of a member chosen by the Chief Justice of Canada in lieu of the Lieutenant-Governor of Quebec shall be paid by the Quebec Commission.

7. Au cas où le lieutenant-gouverneur en conseil refuserait d'approuver en vertu de la Loi du régime des eaux courantes (Statuts refondus, 1941, chapitre 98) les ouvrages à être construits aux fins de ladite convention, la Commission d'Ontario pourra interjeter appel de ce refus au tribunal arbitral et l'approbation de ces ouvrages accordée par le tribunal arbitral aura la même force et le même effet que si elle était donnée par le lieutenant-gouverneur en conseil conformément à ladite loi.

7. In the event of refusal of approval by the Lieutenant-Governor in Council under the Water-Course Act (Revised Statutes, 1941, chapter 98) of works to be constructed for the purposes of the said agreement, the Ontario Commission may appeal to the arbitral tribunal and an approval by the arbitral tribunal of such works shall have the same force and effect as if given by the Lieutenant-Governor in Council under the said act.

8. Dans toutes matières auxquelles, suivant les clauses de ladite convention, les lois de la province s'appliquent, il y aura, nonobstant les dispositions du Code de procédure civile, appel direct à la Cour du banc du roi du verdict ou de la décision du tribunal arbitral comme s'il s'agissait d'un jugement final de la Cour supérieure.

8. Notwithstanding the provisions of the Code of Civil Procedure, an appeal shall lie from the finding or decision of the arbitral tribunal direct to the Court of King's Bench as from a final judgment of the Superior Court in all matters to which, by the terms of the said agreement, the laws of the Province are made to apply.

9. Les dispositions du Code de procédure civile qui ne sont pas incompatibles avec la présente loi ou avec ladite convention, s'appliqueront aux différends résultant de matières auxquelles, suivant les clauses de ladite convention, les lois de la province s'appliquent.

9. The provisions of the Code of Civil Procedure, which are not inconsistent with this act or with the said agreement, shall apply to disputes arising from matters to which, by the terms of the said agreement, the laws of the Province are made to apply.

14. 1. Ladite convention sera enregistrée par transcription au bureau d'enregistrement des divisions d'enregistrement de Pontiac et de Témiscamingue, et cette transcription sera considérée comme l'enregistrement de la convention à toutes fins que de droit.

14. 1. The said agreement shall be registered by transcription in the registry offices for the registration divisions of Pontiac and Témiscamingue, and such transcription shall be deemed to be registration of the agreement for all purposes.

2. Une copie de chaque arrêté en conseil pris conformément à la clause 25 de

2. A copy of every order-in-council made pursuant to clause 25 of the agree-

la convention sera enregistrée par transcription au bureau d'enregistrement de chaque division d'enregistrement où se trouvent des immeubles visés par cet arrêté en conseil, et cette transcription sera considérée comme l'enregistrement de l'arrêté en conseil et de la convention à toutes fins que de droit.

Descriptions.

15. Toute description contenue dans la présente loi, dans la convention reproduite comme annexe A, ou dans toute annexe à cette convention sera considérée comme une description suffisante à toutes fins que de droit.

1942, c. 33, a. 4, ab. **16.** L'article 4 de la loi 6 George VI, chapitre 33, est abrogé.

Entrée en vigueur. **17.** La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

ment shall be registered by transcription in the registry office for each registration division in which there are any immovable affected by such order-in-council, and such transcription shall be deemed to be registration of the order-in-council and of the agreement for all purposes.

15. Every description contained in this act, in the agreement forming Appendix A hereto, or in any schedule thereto, shall be deemed a sufficient description for all purposes.

16. Section 4 of the act 6 George VI, 1942, c. 33, s. 4, repealed.

17. This act shall come into force on the day of its sanction.

ANNEXE A

CONVENTION en quatre exemplaires conclue le deuxième jour de janvier 1943.

ENTRE:

SA MAJESTÉ LE ROI au nom de la province d'Ontario (représenté aux présentes par l'honorable Norman O. Hipel, ministre des terres et forêts), ci-après appelée "Ontario",
Partie de première part,

SA MAJESTÉ LE ROI au nom de la province de Québec (représentée aux présentes par l'honorable Wilfrid Hamel, ministre des terres et forêts), ci-après appelée "Québec",
Partie de seconde part,

THE HYDRO-ELECTRIC POWER COMMISSION OF ONTARIO, ci-après appelée la "Commission d'Ontario",
Partie de troisième part,

— et —

LA COMMISSION DES EAUX COURANTES DE QUÉBEC, ci-après appelée la "Commission des eaux courantes",
Partie de quatrième part.

APPENDIX A

THIS AGREEMENT made in quadruplicate the 2nd day of January, A.D., 1943;

BETWEEN:

HIS MAJESTY THE KING IN RIGHT OF THE PROVINCE OF ONTARIO, (herein represented by the Honourable Norman O. Hipel, Minister of Lands and Forests), hereinafter called "Ontario"
Of the first part,

HIS MAJESTY THE KING IN RIGHT OF THE PROVINCE OF QUEBEC, (herein represented by the Honourable Wilfrid Hamel, Minister of Lands and Forests), hereinafter called "Quebec"
Of the second part,

THE HYDRO-ELECTRIC POWER COMMISSION OF ONTARIO, hereinafter called the "Ontario Commission"
of the third part,

— and —

THE QUEBEC STREAMS COMMISSION, hereinafter called the "Quebec Commission"
of the fourth part.

ATTENDU que par une loi de la Législature de la province de Québec, intitulée "Loi concernant les forces hydrauliques de la rivière Outaouais", 6 George VI, 1942, chapitre 33, il est décrété que le Lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le ministre des terres et forêts à louer à la Commission d'Ontario ou à toute autre corporation formée par la province d'Ontario pour lui succéder, la partie située dans la province de Québec des forces hydrauliques de la rivière Outaouais connues sous le nom de "Cave & Fourneaux", "Des Joachims" et "Chenaux", y compris le terrain requis pour les emplacements des ouvrages nécessaires pour l'aménagement de ces forces hydrauliques et tous les droits dépendant de l'autorité législative de la province de Québec requis pour utiliser ces forces hydrauliques en élevant l'eau de la rivière aux niveaux de retenue suivants (au-dessus du niveau moyen de la mer), savoir:

Cave & Fourneaux.....	575
Des Joachims.....	500
Chenaux.....	285

ATTENDU que ladite loi stipule que cette location pourra comprendre le droit d'utiliser, avec les forces hydrauliques "Des Joachims", la moitié de la hauteur de chute du site connu sous le nom de "Paquette";

ATTENDU que ladite loi décrète que ladite location ne pourra être consentie qu'en retour de la location par Ontario à la Commission des eaux courantes ou à toute autre corporation formée par la province de Québec pour lui succéder, de la partie située dans la province d'Ontario des forces hydrauliques de la rivière Outaouais connues sous le nom de "Rocher Fendu" et "Carillon", y compris le terrain requis pour l'emplacement des ouvrages nécessaires à l'aménagement de ces forces hydrauliques et tous les droits dépendant de l'autorité législative de ladite province requis pour utiliser ces forces hydrauliques en élevant l'eau de la rivière aux niveaux de retenue suivants (au-dessus du niveau moyen de la mer), savoir:

Rocher Fendu.....	350
Carillon.....	135

WHEREAS by an Act of the Legislature of the Province of Quebec entitled "An Act respecting the waterpowers of the River Ottawa", 6 George VI, 1942, Chapter 33, it is enacted that the Lieutenant-Governor in Council may authorize the Minister of Lands and Forests to lease to the Ontario Commission, or to any other corporation formed by the Province of Ontario to succeed such Commission, that portion situated in the Province of Quebec of the waterpowers of the River Ottawa known as Cave & Fourneaux, Des Joachims and Chenaux, including the land required for the sites of the necessary works for the development of such waterpowers, and all the rights, within the legislative authority of the Province of Quebec, required to utilize such waterpowers by raising the water in the river to the following head-water levels (feet above mean sea-level), namely:

Cave & Fourneaux.....	575
Des Joachims.....	500
Chenaux.....	285

AND WHEREAS the said legislation provides that such lease may include the right to utilize, in conjunction with the Des Joachims waterpower, one-half of the fall at the site known as Paquette;

AND WHEREAS the said legislation enacts that the said lease may be granted only in return for a lease by Ontario to the Quebec Commission, or to any other corporation formed by the Province of Quebec to succeed it, of that portion, situated in the Province of Ontario, of the waterpowers of the River Ottawa known as Rocher Fendu and Carillon, including the land required for the sites of the necessary works for the development of such waterpowers, and all the rights within the legislative authority of the said province, required to utilize such waterpowers by raising the water in the river to the following head-water levels (feet above mean sea-level), namely:

Rocher Fendu.....	350
Carillon.....	135

ATTENDU que ladite loi stipule que ladite location pourra comprendre le droit d'utiliser, avec les forces hydrauliques de "Rocher Fendu", la moitié de la hauteur de chute du site connu sous le nom de "Paquette";

ATTENDU que la Commission d'Ontario consent aux présentes pour recevoir de Québec le bail prévu à ladite loi;

ATTENDU qu'Ontario consent aux présentes pour accorder à la Commission des eaux courantes la location prévue par ladite loi;

ET ATTENDU que la Commission des eaux courantes consent aux présentes pour recevoir cette location d'Ontario;

EN CONSÉQUENCE, vu ce qui précède, en considération de l'octroi des présentes et des prestations ci-après stipulées, les parties conviennent par la présente convention ce qui suit:

1. Partout où les mots "Commission des eaux courantes" se rencontrent aux présentes, ils seront censés désigner la Commission des eaux courantes et toute autre corporation formée par Québec pour lui succéder; partout où les mots "Commission d'Ontario" se rencontrent aux présentes, ils seront censés désigner la Commission d'Ontario et toute autre corporation formée par Ontario pour lui succéder et partout où le mot "niveau" se rencontre aux présentes, il sera censé désigner l'élevation au-dessus du niveau moyen de la mer d'après le repère du relevé géodésique du Canada.

2. (a) Pour l'aménagement des forces hydrauliques de Carillon, Ontario afferme et loue par les présentes à la Commission des eaux courantes certaines parcelles ou étendues de terrain et du lit de la rivière Outaouais, sises dans les cantons de Hawkesbury East et Hawkesbury West, comté de Prescott, province d'Ontario, d'une superficie d'environ 1900 acres, le tout étant décrit au paragraphe 1 de l'Annexe A des présentes; Ontario loue en même temps à la Commission des eaux courantes tous terrains lui appartenant, jusqu'à concurrence d'une superficie de deux cents acres, qui pourront être raisonnablement requis pour l'emplacement des ouvrages nécessaires à l'aménagement desdites

AND WHEREAS the said legislation provides that the said lease may include the right to utilize, in conjunction with the Rocher Fendu waterpowers, one-half of the fall at the site known as Paquette;

AND WHEREAS the Ontario Commission is agreeable to entering into these presents so that a lease to it may be granted by Quebec pursuant to the said legislation;

AND WHEREAS Ontario is agreeable to entering into these presents for the purpose of granting to the Quebec Commission the lease from Ontario contemplated by such legislation;

AND WHEREAS the Quebec Commission is willing to enter into these presents to receive such lease from Ontario;

NOW THEREFORE THIS INDENTURE WITNESSETH that in consideration of the premises and the other considerations herein appearing the parties hereto agree as hereinafter appears.

1. Wherever "Quebec Commission" appears herein it shall be deemed to include the Quebec Commission and any other Corporation formed by Quebec to succeed the said Quebec Commission, wherever "Ontario Commission" appears herein it shall be deemed to include the Ontario Commission and any other Corporation formed by Ontario to succeed the said Ontario Commission and wherever "level" appears herein it shall mean elevation above mean sea level according to geodetic survey of Canada datum.

2. (a) For the development of the waterpower at Carillon, Ontario hereby demises and leases unto the Quebec Commission those certain parcels or tracts of land and land under the waters of the Ottawa River, situate in the Townships of Hawkesbury East and Hawkesbury West, in the County of Prescott, in the Province of Ontario, containing by admeasurement an area of 1900 acres, more or less, being the lands described in paragraph 1 of Schedule A hereto, together with such lands owned by Ontario, not exceeding in area two hundred acres, as shall be reasonably required for the site of the works necessary for the development of the said waterpower (including access to the said

forces hydrauliques (y compris l'accès auxdits ouvrages) et qui de leur nature pourront être commodément et économiquement érigés sur les terrains décrits audit paragraphe 1 de l'Annexe A, ou sur des terrains situés dans la province de Québec; et

2. (b) Ontario accorde par les présentes en outre à la Commission des eaux courantes l'autorisation, le privilège et la permission pleine et entière de prendre possession pour les occuper et en jouir pour fins de submersion seulement de tous autres terrains lui appartenant et qui sont requis pour éléver à 135 pieds le niveau de retenue des forces hydrauliques de Carillon et pour permettre le détournement des eaux conformément à la clause 7; il est entendu cependant que la Commission des eaux courantes donnera à Ontario un préavis écrit d'au moins douze mois avant de submerger lesdits terrains en tout ou en partie; pendant les trois premiers mois de ladite période de préavis, Ontario aura le droit d'accorder la permission ou le privilège à toute personne de prendre possession desdits terrains ou d'une partie d'iceux pour y pratiquer la coupe du bois jusqu'à l'expiration de ladite période de préavis. Si pendant lesdits trois mois, Ontario n'accorde à personne la permission ni le privilège de prendre possession desdits terrains en tout ou en partie pour y pratiquer la coupe du bois, la Commission des eaux courantes pourra en prendre possession et y pratiquer la coupe du bois. La Commission des eaux courantes devra, dans un délai de trois mois après l'expiration de ladite période de préavis, payer à Ontario tout le bois qu'elle aura coupé sur lesdits terrains et aussi tout le bois qui y restera debout à l'expiration de ladite période de préavis, le tout au tarif fixé à l'Annexe B des présentes.

2. (c) Pour l'aménagement des forces hydrauliques de Rocher Fendu et l'utilisation avec elles de la moitié inférieure de la chute du site connu sous le nom de Paquette, Ontario afferme et loue par les présentes, à la Commission des eaux courantes certaines parcelles ou étendues de terrain et du lit de la rivière Outaouais, sises dans les cantons de Ross, Westmeath et Pembroke, comté de Renfrew, province

works) and which are of such nature that they cannot be conveniently and economically constructed on the lands described in the said paragraph 1 of Schedule A, or on lands in the Province of Quebec; and

2. (b) Ontario also hereby gives leave and license and due and full permission to the Quebec Commission to enter upon, possess, occupy, use and enjoy for flooding purposes only, such additional lands owned by Ontario as are necessary to enable the head-water level of the Carillon water-power to be raised to a level of 135 feet, and to enable water to be diverted pursuant to clause 7; provided, however, that the Quebec Commission shall give Ontario not less than twelve months' written notice before flooding the said lands or any part thereof and that during the first three months of the said period of notice Ontario shall have the privilege of licensing or authorizing any person to enter upon the said lands or any part thereof and carry on lumbering operations thereon until the expiration of the said period of notice. If during the said three months Ontario shall not have licensed or authorized any person to enter upon the said lands or any part thereof to carry on lumbering operations thereon, the Quebec Commission may enter upon the said lands or any part thereof and carry on lumbering operations thereon. The Quebec Commission shall within three months after the expiration of the said period of notice pay Ontario for all timber cut by it on the said lands, and also for all timber remaining uncut on the said lands at the expiration of the said period of notice, all according to the rates shown in Schedule B hereto.

2. (c) For the development of the waterpower at Rocher Fendu and the utilization in conjunction therewith of the lower half of the fall at the site known as Paquette, Ontario hereby demises and leases unto the Quebec Commission those certain parcels or tracts of lands and lands under the waters of the Ottawa River, situate in the Townships of Ross, Westmeath and Pembroke, in the County of Renfrew,

d'Ontario, d'une superficie d'environ 10,000 acres, le tout étant décrit au paragraphe 2 de l'Annexe A des présentes; Ontario loue en même temps à la Commission des eaux courantes tous terrains lui appartenant jusqu'à concurrence d'une superficie de deux cents acres, qui pourront être raisonnablement requis pour l'emplacement des ouvrages nécessaires à l'aménagement desdites forces hydrauliques (y compris l'accès auxdits ouvrages) et qui de leur nature ne pourront être commodément et économiquement érigés sur les terrains décrits audit paragraphe 2 de l'Annexe A, ou sur des terrains situés dans la province de Québec; et

2. (d) Ontario par les présentes accorde en outre à la Commission des eaux courantes l'autorisation, le privilège et la permission pleine et entière de prendre possession pour les occuper et en jouir pour fins de submersion seulement de tous autres terrains lui appartenant et qui sont requis pour éléver à 350 pieds le niveau de retenue des forces hydrauliques de Rocher Fendu, pour utiliser avec elles la moitié inférieure de la chute du site connu sous le nom de Paquette et pour permettre le détournement des eaux conformément à la clause 7; il est entendu cependant que la Commission des eaux courantes donnera à Ontario un préavis écrit d'au moins douze mois avant de submerger lesdits terrains en tout ou en partie; pendant les trois premiers mois de ladite période de préavis, Ontario aura le droit d'accorder la permission ou le privilège à toute personne de prendre possession desdits terrains ou d'une partie d'iceux, pour y pratiquer la coupe du bois jusqu'à l'expiration de ladite période de préavis. Si pendant lesdits trois mois, Ontario n'accorde à personne la permission ou le privilège de prendre possession desdits terrains en tout ou en partie pour y pratiquer la coupe du bois, la Commission des eaux courantes pourra en prendre possession et y pratiquer la coupe du bois. La Commission des eaux courantes devra, dans un délai de trois mois après l'expiration de ladite période de préavis, payer à Ontario tout le bois qu'elle aura coupé sur lesdits terrains et aussi tout le bois qui y restera debout à l'expiration de ladite période de préavis, le tout au tarif fixé à l'Annexe B des présentes.

in the Province of Ontario, containing by admeasurement an area of 10,000 acres, more or less, being the lands described in paragraph 2 of Schedule A hereto, together with such lands owned by Ontario, not exceeding in area two hundred acres, as shall be reasonably required for the site of the works necessary for the development of the said waterpower (including access to the said works) and which are of such nature that they cannot be conveniently and economically constructed on the lands described in the said paragraph 2 of Schedule A, or on lands in the Province of Quebec; and

2. (d) Ontario also hereby gives leave and license and due and full permission to the Quebec Commission to enter upon, possess, occupy, use and enjoy, for flooding purposes only, such additional lands owned by Ontario as are necessary to enable the head-water level of the Rocher Fendu waterpowers to be raised to a level of 350 feet and also to enable the lower half of the fall at the site known as Paquette to be utilized in conjunction therewith, and to enable water to be diverted pursuant to clause 7; provided, however, that the Quebec Commission shall give Ontario not less than twelve months' written notice before flooding the said lands or any part thereof, and that during the first three months of the said period of notice Ontario shall have the privilege of licensing or authorizing any person to enter on the said lands or any part thereof and carry on lumbering operations thereon until the expiration of the said period of notice. If during the said three months Ontario shall not have licensed or authorized any person to enter upon the said lands or any part thereof to carry on lumbering operations thereon, the Quebec Commission may enter upon the said lands or any part thereof and carry on lumbering operations thereon. The Quebec Commission shall within three months after the expiration of the said period of notice pay Ontario for all timber cut by it on the said lands, and also for all timber remaining uncut on the said lands at the expiration of the said period of notice, all according to the rates shown in Schedule B hereto.

Sous RÉSERVE cependant au bénéfice d'Ontario, avec droit d'accès, sur les terrains mentionnés dans la présente clause (2), de tous minéraux, mines et minéraux (y compris le sable et le gravier) en surface ou sous-jacents, connus ou à être découverts; mais nul acte accompli en vertu de cette réserve ne devra restreindre ou compromettre l'aménagement complet et l'utilisation entière desdites forces hydrauliques au degré prévu par la présente convention; de plus, la Commission des eaux courantes pourra utiliser gratuitement pour les ouvrages visés à la clause 6 tout le sable et tout le gravier se trouvant sur lesdits terrains ou au-dessous et dont Ontario n'aura pas autrement disposé, ainsi que toute espèce de roc ne contenant ni minéral ni minéraux.

POUR la Commission des eaux courantes, tenir et posséder lesdits terrains avec dépendances pour une période complète de neuf cent quatre-vingt dix-neuf (999) ans à compter de la date des présentes, en par elle payant à Sa Majesté, ses héritiers et successeurs, au nom de la province d'Ontario, au département du trésor, à Toronto, chaque année de ladite période de location à compter du point de départ ci-après fixé, loyer annuel à raison d'un dollar (\$1.00), en monnaie légale du Canada, pour chaque cheval-an moyen d'énergie produit par ladite Commission des eaux courantes en utilisant la part d'Ontario dans le débit de la rivière.

Pour le calcul de la quantité d'énergie produite en vertu des présentes en utilisant la part d'Ontario dans le débit de la rivière, la moitié de toute l'énergie produite à chaque site au cours d'une année de location sera censée avoir été produite en utilisant la part d'Ontario dans le débit de la rivière.

Pour le calcul de l'énergie produite au site dit Rocher Fendu, toute l'énergie produite dans le chenal Grand Calumet sera comprise; mais l'énergie produite au site dit Rocher Fendu au cours d'une année de location en utilisant la part d'Ontario, dans le débit de la rivière, ne sera pas censée excéder la quantité produite en excédant de cinquante mille chevaux-an moyens.

SAVING, EXCEPTING and RESERVING nevertheless unto Ontario in respect of lands referred to in this clause (2), all the ores, mines and minerals (including sand and gravel) which are or shall hereafter be found on or under the said lands, and access thereto; provided that nothing done in respect of or under or pursuant to such reservation shall interfere with or restrict or imperil the full development and use of the said waterpowers to the extent contemplated by this agreement, and provided further that the Quebec Commission may utilize free of charge in the construction of the works referred to in clause 6 any and all sand and gravel on or under the said lands, not otherwise disposed of by Ontario, and also any and all rock which does not contain ore or minerals.

TO HAVE AND TO HOLD the same with the appurtenances thereto unto the Quebec Commission for the full end and term of nine hundred and ninety-nine (999) years to be computed from the date hereof, yielding and paying as rental therefor, unto His Majesty and His Heirs and Successors in right of the Province of Ontario at the Treasury Department, Toronto, yearly and every year during the said term hereby created after the commencement date for rental hereinafter specified in this clause, in lawful money of Canada, at the rate of One Dollar (\$1.00) for each and every average yearly horsepower of energy produced by the said Quebec Commission from Ontario's share of the water.

For the purpose of calculating the amount of such horsepower produced from Ontario's share of the water, under and by virtue of these presents, one-half of all the power produced in any lease year at each site, shall be deemed to have been developed from Ontario's share of the water at each respective site.

For the purpose of so calculating the power produced at the Rocher Fendu site all the power produced in the Grand Calumet Channel shall be included; provided that the power produced at the Rocher Fendu site in any lease year from Ontario's share of the water shall be deemed to be not greater than the quantity produced in excess of fifty thousand average yearly horsepower.

Si la part d'Ontario dans le débit de la rivière est entièrement ou partiellement utilisée pour la production d'énergie électrique, la quantité d'énergie électrique ainsi produite sera établie par des mesurages appropriés pratiqués aux bornes des génératrices à l'emplacement de l'aménagement. Si la part d'Ontario dans le débit de la rivière est entièrement ou partiellement utilisée pour la production d'énergie sous forme autre que l'énergie électrique, la quantité d'énergie produite sera établie par des méthodes appropriées de mesurage.

Aux fins de la présente location, un cheval vaudra .746 de kilowatt ou 550 pieds-livres par seconde.

La Commission des eaux courantes installera des instruments de mesure appropriés, en enregistrera les lectures et permettra en tout temps à Ontario de les examiner et lui en fournira des rapports.

Des comptes distincts de loyers seront produits pour chaque site.

Ledit loyer commencera à courir le premier jour où l'aménagement desdites forces hydrauliques ou de l'une ou de l'autre sera en exploitation et produira de l'énergie. Le premier paiement de loyer devra se faire pour la période commençant le premier jour d'exploitation et de production et se terminant le 31^{er} jour de mars suivant, ce jour compris, et devra être transmis au plus tard le premier jour du mois de mai suivant. Les années de location qui suivront ladite période du premier paiement se termineront le 31^{er} jour de mars de chaque année, et le loyer de chaque année devra être payé au plus tard le 1^{er} jour du mois de mai suivant.

Ledit loyer payable par la Commission des eaux courantes en vertu des présentes sera sujet à révision à l'expiration d'une période de vingt-cinq (25) ans à compter de la date des présentes et ensuite à l'expiration de chaque période de vingt-cinq (25) ans jusqu'à expiration ou résiliation du présent bail. Si à la fin de ces périodes de vingt-cinq ans (25) ou de l'une d'elles, il paraît nécessaire ou désirable de reviser les sommes payables en vertu des présentes, la révision pourra se faire à l'amiable entre les

In the event that Ontario's share of the water or any portion thereof is utilized to produce electrical power or energy, then the amount of such electrical power or energy so produced shall be determined by suitable measurements at the generator terminals at the site of the development. In the event that Ontario's share of the water or any portion thereof is utilized to produce forms or types of power or energy other than electrical power or energy, then the amount thereof shall be determined by appropriate methods of measurement.

For the purposes of this lease, one horsepower shall be taken to be .746 kilowatts or 550 foot pounds of work per second.

Suitable measuring instruments shall be provided and records kept by the Quebec Commission which shall at all times allow access thereto and supply reports therefrom to Ontario.

Separate bills for rental shall be rendered for each and every site.

The said rentals shall commence on the first day the development of the said waterpowers or either of them is in operation and produces power or energy. The first payment of such rental shall be for the period from the said first day of operation and production to the 31st day of March next following, inclusive, and shall be paid on or before the 1st day of May immediately succeeding. Lease years after the said period for which the first payment is to be so made shall terminate on the 31st day of March in each and every year, and rental for each such lease year shall be paid on or before the 1st day of May next following.

The said rentals payable by the Quebec Commission hereunder shall be subject to review at the end of twenty-five (25) years from the date hereof, and thereafter at the end of each and every twenty-five (25) years until the expiry or earlier determination of this lease. If at the end of such twenty-five (25) year periods or any of them, it shall appear necessary or desirable that the amounts to be paid hereunder should be adjusted, then such adjustments may be made by agreement between the parties hereto, and failing such

parties et à défaut d'accord, l'affaire sera soumise au tribunal arbitral prévu à la clause 46.

3. Ontario promet et convient de plus que sur demande de la Commission des eaux courantes, elle acquerra tous les terrains et droits situés dans la province d'Ontario qu'elle ne possède pas et qui sont nécessaires pour permettre l'élévation à 135 pieds du niveau de retenue des forces hydrauliques de Carillon, et le détournement des eaux, conformément à la clause 7, pour l'utilisation desdites forces hydrauliques et pour fournir l'emplacement et l'accès prévus à la clause 2 (a). La Commission des eaux courantes, en faisant cette demande, devra fournir à Ontario, si elle ne l'a déjà fait, une description détaillée et complète de tous ces terrains et droits. Une fois acquis, lesdits terrains et droits seront par arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil d'Ontario ajoutés aux propriétés louées à la Commission des eaux courantes en vertu de la clause 2, et ils seront assujettis aux dispositions de ladite clause 2.

La Commission des eaux courantes lorsqu'elle fera la demande desdits terrains et droits, comme il est prévu plus haut, devra payer à Ontario ou à telle personne ou corporation qu'Ontario pourra indiquer, \$2,462,933 pour la partie qui est décrite à l'Annexe C des présentes sans égard au prix réel payé par Ontario pour lesdits terrains et droits; Ontario ne sera pas tenue et ne pourra être requise de rendre compte d'aucune différence entre ladite somme de \$2,462,933 et le prix réel qu'elle aura payé pour ladite partie desdits terrains et droits. Lesdits terrains et droits pour lesquels la Commission des eaux courantes devra payer à Ontario ladite somme de \$2,462,933 ne comprendront que les terrains et droits décrits à l'Annexe C des présentes, et si la Commission des eaux courantes requiert Ontario d'acquérir d'autres terrains ou droits en rapport avec les forces hydrauliques de Carillon, la Commission des eaux courantes devra payer à Ontario le prix qu'elle aura payé avec les frais d'acquisition. Sous réserve des dispositions de la clause 9, les dommages qui pourront être causés à des forces hydrauliques en dehors des limites des terrains dé-

agreement shall be submitted to the arbitral tribunal as provided in Clause 46.

3. Ontario further covenants and agrees that it will as and when requested by the Quebec Commission acquire all lands and rights in the Province of Ontario not owned by Ontario, and which are necessary to enable the head-water level of the Carillon waterpower to be raised to a level of 135 feet, and to enable water to be diverted pursuant to Clause 7, in respect of the Carillon waterpower, and to provide the site and access referred to in Clause 2 (a). The Quebec Commission before or at the time of making such request shall furnish Ontario with a complete detailed description of all such lands and rights. Upon such acquisition the said lands and rights shall by Order of the Lieutenant-Governor of Ontario-in-Council be added to the properties leased to the Quebec Commission by Clause 2, and shall be subject to the provisions of the said Clause 2.

The Quebec Commission shall when making request for the said lands and rights as aforesaid pay to Ontario, or such person or corporation as Ontario may direct, \$2,462,933 for such portion thereof as is described in Schedule C hereto, regardless of the actual price paid by Ontario for the said lands and rights, and Ontario shall not be obliged or required to account for any difference between the said sum of \$2,462,933 and the actual price paid for the said portion of the said lands and rights by Ontario. The said lands and rights in respect of which the Quebec Commission is to pay Ontario the said sum of \$2,462,933, shall comprise only the lands and rights described in Schedule C hereto, and if the Quebec Commission requests Ontario to acquire other lands or rights pertaining to the Carillon waterpower the Quebec Commission shall pay Ontario the price paid by Ontario therefor, together with the cost of such acquisition. Subject to the provisions of Clause 9 damage to or encroachment upon any waterpower not within the limits of the lands described in paragraph 1 of Schedule A shall not be deemed to be included in lands and

crits au paragraphe 1 de l'Annexe A ou les empiètements qui pourront y être pratiqués ne seront pas censés compris dans les terrains et droits pour lesquels ladite somme de \$2,462,933 sera payée. Ladite somme de \$2,462,933 sera censée comprendre la compensation pour le détournement ou la modification des routes possédées par Ontario dans les limites décrites à l'Annexe C; la Commission des eaux courantes s'engageant à faire construite dans la province de Québec une route reliant le réseau routier de la province de Québec avec la nouvelle route tracée en Ontario qui aboutira à la ligne frontière interprovinciale. Si Ontario n'acquiert pas les terrains et droits requis pour les forces hydrauliques de Carillon, selon la description détaillée et complète déjà prévue dans la présente clause, sur demande de la Commission des eaux courantes, et si cette dernière s'est entièrement conformée aux dispositions de la présente clause 3, Ontario devra payer tous les dommages résultant de son défaut dans la province d'Ontario, mais si la Commission des eaux courantes ne fournit pas à Ontario la description détaillée et complète des terrains et droits déjà mentionnée dans la présente clause 3 ou si de quelque autre façon elle ne se conforme pas aux dispositions de la présente clause, elle sera responsable de toute dépense additionnelle en résultant.

Des copies conformes du plan mentionné à l'Annexe C authentiquées par la signature du ministre des terres et forêts de la province d'Ontario, du ministre des terres et forêts de la province de Québec et le sceau corporatif de la Commission d'Ontario et de la Commission des eaux courantes seront remises à chaque partie aux présentes.

La ligne des hautes eaux indiquée sur ledit plan ne sera considérée qu'à titre d'indication et les terrains indiqués comme bornés par ladite ligne des hautes eaux seront considérés comme bornés par la ligne réelle des hautes eaux de la rivière Outaouais.

Le fait d'avoir inclus l'île Periwig dans les terrains représentés en rouge sur ledit plan ne constitue pas de la part de Québec ou de la Commission des eaux courantes une admission que cette île est située dans la province d'Ontario.

rights in respect of which the said sum of \$2,462,933 is to be paid. The said sum of \$2,462,933 shall be deemed to include compensation for the relocation or alteration of highways owned by Ontario within the limits described in Schedule C, the Quebec Commission undertaking to cause to be constructed in the Province of Quebec a highway connecting the Quebec provincial highway system with the re-located Ontario highway which shall extend to the interprovincial boundary line. If Ontario fails to acquire lands and rights in respect of the Carillon waterpower in accordance with the said complete detailed description referred to hereinabove in this clause, when so requested by the Quebec Commission, and if the Quebec Commission has fully complied with the provisions of this Clause 3, Ontario shall pay for all damage resulting therefrom in the Province of Ontario, but if the Quebec Commission fails to furnish Ontario with the complete detailed description of lands and rights hereinabove referred to in this Clause 3, or has otherwise failed to comply with such provisions, the Quebec Commission shall be liable for any additional expense resulting therefrom.

True copies of the plan referred to in Schedule C shall be verified by the signature of the Minister of Lands and Forests for the Province of Ontario, the Minister of Lands and Forests for the Province of Quebec and the Corporate seals of the Ontario Commission and the Quebec Commission, and shall be delivered to each of the parties hereto.

The "High Water Mark" shown on the said plan shall be deemed to be indicative only, and the lands shown as extending to the said "High Water Mark" shall be deemed to extend to the actual high water mark of the Ottawa River.

The inclusion of Periwig Island in the lands shown coloured red on the said plan shall not constitute an admission by Quebec or the Quebec Commission that the island lies within the Province of Ontario.

4. Ontario promet et convient de plus que sur demande de la Commission des eaux courantes, elle acquerra tous les terrains et droits situés dans la province d'Ontario qu'elle ne possède pas et qui sont nécessaires pour permettre l'élévation à 350 pieds du niveau de retenue des forces hydrauliques de Rocher Fendu, le détournement des eaux, conformément à la clause 7, l'utilisation desdites forces hydrauliques de Rocher Fendu, et l'utilisation de la moitié inférieure de la chute du site connu sous le nom de Paquette avec l'aménagement des forces hydrauliques de Rocher Fendu et pour fournir l'emplacement et l'accès prévus à la clause 2 (c). La Commission des eaux courantes en faisant cette demande devra fournir à Ontario, si elle ne l'a déjà fait, une description détaillée et complète de tous lesdits terrains et droits. Une fois acquis en vertu de la présente clause 4, lesdits terrains et droits seront par arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil d'Ontario ajoutés aux propriétés louées à la Commission des eaux courantes en vertu de la clause 2 et ils seront assujettis aux dispositions de ladite clause 2. Si Ontario n'acquiert pas les terrains et droits selon la description détaillée et complète déjà prévue dans la présente clause, sur demande de la Commission des eaux courantes, et si cette dernière s'est entièrement conformée aux dispositions de la présente clause 4, Ontario devra payer tous les dommages résultant de son défaut dans la province d'Ontario, mais si la Commission des eaux courantes ne fournit pas à Ontario la description détaillée et complète des terrains et droits déjà mentionnée dans la présente clause 4 ou si de quelque autre façon elle ne se conforme pas aux dispositions de la présente clause, elle sera responsable de toute dépense additionnelle en résultant.

Pour tous les terrains et droits acquis par Ontario pour la Commission des eaux courantes suivant les stipulations ci-dessus de la présente clause 4 ou quelque autre disposition des présentes, à l'exception des terrains et droits requis pour les forces hydrauliques de Carillon et décrits à l'Annexe C, la Commission des eaux courantes paiera à Ontario ou à toute personne ou corporation désignée par Ontario, le prix d'achat qu'elle aura payé ou qui aura été

4. Ontario further covenants and agrees that it will as and when requested by the Quebec Commission acquire all lands and rights in the Province of Ontario not owned by Ontario, and which are necessary to enable the head-water level of the Rocher Fendu waterpower to be raised to 350 feet and to enable water to be diverted pursuant to Clause 7, in respect of the Rocher Fendu waterpower, and to enable the lower half of the fall at the site known as Paquette to be utilized in conjunction with the waterpower development at Rocher Fendu, and to provide the site and access referred to in Clause 2 (c). The Quebec Commission shall before or at the time of making such request furnish Ontario with a complete detailed description of all such lands and rights. Upon such acquisition the said lands and rights acquired pursuant to this Clause 4 shall by Order of the Lieutenant-Governor of Ontario-in-Council be added to the properties leased to the Quebec Commission by Clause 2, and shall be subject to the provisions of the said Clause 2. If Ontario fails to acquire lands and rights in accordance with the said complete detailed description referred to hereinabove in this clause, when so requested by the Quebec Commission, and if the Quebec Commission has fully complied with the provisions of this Clause 4, Ontario shall pay for all the damage resulting therefrom in the Province of Ontario, but if the Quebec Commission fails to furnish Ontario with the complete detailed description of lands and rights hereinbefore referred to in this Clause 4, or has otherwise failed to comply with such provisions, the Quebec Commission shall be liable for any additional expense resulting therefrom.

For all lands and rights acquired by Ontario for the Quebec Commission either pursuant to the foregoing provisions of this Clause 4, or otherwise for the purposes of this agreement, being other than the lands and rights relative to the Carillon waterpower, described in Schedule C, the Quebec Commission shall pay to Ontario, or such person or corporation as Ontario may direct, the purchase price paid by or on behalf of Ontario to acquire such lands

payé en son nom pour l'acquisition de ces terrains et droits avec les frais d'achat, au fur et à mesure que l'acquisition en sera faite. Pour les terrains et droits, autres que ceux décrits à l'Annexe C, Ontario ne devra pas payer un prix plus élevé que celui qui sera approuvé par la Commission des eaux courantes; cependant, si le propriétaire ne veut pas accepter le prix d'achat que la Commission des eaux courantes est prête à approuver, lesdits terrains ou droits seront expropriés par Ontario ou en son nom et Ontario paiera comme prix d'achat, le montant fixé par la procédure d'expropriation. La Commission des eaux courantes devra ensuite rembourser Ontario en conséquence et les frais d'expropriation seront inclus dans le prix d'achat desdits terrains ou droits.

5. Chaque fois qu'en vertu des dispositions des clauses 3 ou 4, la Commission des eaux courantes fera à Ontario la demande voulue d'acquisition de terrains ou droits et se conformera entièrement aux dispositions de la clause ou des clauses des présentes concernant cette demande, Ontario fera tout ce qui est de la compétence législative de la province d'Ontario pour mettre la Commission des eaux courantes en possession de ces terrains ou droits aux fins de la présente convention et cela dans un délai de trois (3) mois après la réception de ladite demande.

6. Sur lesdites propriétés louées en vertu des présentes à la Commission des eaux courantes, cette dernière pourra établir des bâtiments, des barrages, des digues, des tunnels, des canaux, des viaducs, des écluses, des puits et tous autres ouvrages et constructions qui lui paraîtront nécessaires ou utiles pour aménager lesdites forces hydrauliques de Carillon et de Rocher Fendu et pour utiliser la moitié inférieure de la chute du site connu sous le nom de Paquette, le tout subordonnément aux dispositions de "The Lakes and Rivers Improvement Act", R.S.O. 1937, chapitre 45. Cependant, si l'approbation requise par ladite loi ou quelque autre loi analogue de la province d'Ontario est refusée pour lesdits travaux ou pour une partie d'iceux, la Commission des eaux courantes pourra interjeter appel

and rights together with the cost of acquiring them as and when the same are so acquired. For lands or rights, other than those described in Schedule C, Ontario shall not pay a higher price than such price as shall be approved by the Quebec Commission, provided, however, that if the owner or owners of such lands or rights shall be unwilling to accept the purchase price which the Quebec Commission is willing to approve, the said lands or rights shall be expropriated by or on behalf of Ontario, and Ontario shall pay as the purchase price thereof, the proper amount as determined in such expropriation proceedings. The Quebec Commission shall thereupon reimburse Ontario accordingly, and the costs of such expropriation shall be deemed to be included in the cost of acquiring the said lands or rights.

5. Whenever under the provisions of clauses 3 or 4 the Quebec Commission makes a proper request that Ontario acquire lands or rights, and complies fully with the provisions of the clause or clauses hereof relating to such request, Ontario shall do everything within the legislative authority of the Province of Ontario to put the Quebec Commission in possession of such lands or rights for the purposes of this agreement within three (3) months from the receipt of such request.

6. Upon the said properties hereby leased to the Quebec Commission the said Quebec Commission may construct buildings, dams, weirs, tunnels, races, flumes, sluices, pits and such other structures and works as it may deem necessary or desirable to develop the said Carillon and Rocher Fendu waterpowers and to utilize the lower half of the fall at the site known as Paquette subject to the provisions of The Lakes and Rivers Improvement Act, R.S.O. 1937, Chapter 45, provided, however, that should approval thereof, or of any part thereof, under the said The Lakes and Rivers Improvement Act or similar legislation of the Province of Ontario be refused, the Quebec Commission may appeal therefrom to the arbitral tribunal provided for in Clause 46 hereof. The Quebec Commission may appeal to

au tribunal arbitral prévu à la clause 46 des présentes. La Commission des eaux courantes pourra interjeter appel audit tribunal arbitral de toute décision du ministre des terres et forêts fixant la ligne des hautes eaux de la rivière Outaouais en vertu du paragraphe 3 de l'article 1^a du "The Bed of Navigable Waters Act", renuméroté et modifié par l'article 3 de "The Statute Law Amendment Act, 1940", ou en vertu d'une loi analogue de la province d'Ontario.

7. Pour accomplir ou faciliter l'aménagement des forces hydrauliques de Carillon ou de Rocher Fendu la Commission des eaux courantes pourra détourner les eaux de la Rivière Outaouais de leur cours naturel à chacun de ces sites ou en amont, mais à charge de retourner lesdites eaux au chenal naturel de la rivière Outaouais en aval de chacun desdits sites.

8. La Commission des eaux courantes sera tenue d'indemniser et dédommager Ontario et la Commission d'Ontario de toute perte, de tous frais, dommages, dépenses qu'Ontario ou la Commission d'Ontario pourront subir, souffrir ou encourir du fait que la Commission des eaux courantes outrepasserait les droits ou priviléges qui lui sont conférés par les présentes ou les exercerait d'une manière fautive.

9. Ontario et la Commission d'Ontario, chacune pour leur part, libèrent et déchargent la Commission des eaux courantes de toutes réclamations et demandes résultant de dommages ou pertes subis par Ontario ou la Commission d'Ontario en rapport avec des forces hydrauliques possédées ou exploitées par elle sur des tributaires de la rivière Outaouais et causés par la Commission des eaux courantes dans la jouissance convenable et conforme aux présentes, des droits, pouvoirs et priviléges à elle accordés par les présentes.

10. Sous réserve des dispositions de la clause 9, la Commission des eaux courantes assume toute la responsabilité des dommages qui pourraient être causés à toutes forces hydrauliques non comprises dans les limites des terrains décrits à l'Annexe A, par aucun acte fait par la Commission des eaux courantes ou en son

the said arbitral tribunal from any decision of the Minister of Lands and Forests fixing the high water mark of the Ottawa River under the provisions of sub-section 3 of section 1a of The Bed of Navigable Waters Act, as re-numbered and amended by section 3 of The Statute Law Amendment Act, 1940, or similar legislation of the Province of Ontario.

7. The Quebec Commission may divert water in the Ottawa River from its natural channel as part of or pertaining to the development of waterpowers at Carillon and Rocher Fendu authorized hereby at or above the sites of the said respective waterpowers subject to returning the said water to the natural channel of the Ottawa River below the said respective sites.

8. The Quebec Commission shall and will indemnify and save harmless Ontario and the Ontario Commission from any loss, costs, damage, damages or expenses Ontario or the Ontario Commission may sustain, suffer or be put to by reason of or on account of the Quebec Commission exceeding the rights or powers hereby granted to it or exercising the same in a negligent manner.

9. Ontario and the Ontario Commission respectively release and discharge the Quebec Commission from all claims and demands for or in respect of damage or loss sustained by Ontario or the Ontario Commission in respect of any waterpower upon waters tributary to the Ottawa River owned or operated by Ontario or the Ontario Commission, occasioned by or on account of the Quebec Commission exercising in a proper manner the rights, powers and privileges hereby granted to it in accordance with the terms hereof.

10. Subject to the provisions of Clause 9 the Quebec Commission assumes any and all liability in respect to damage to or encroachment upon any waterpower not within the limits of the lands described in Schedule A occasioned by anything done or purported to be done under or pursuant to these presents by the Que-

nom en vertu ou sous couvert des présentes, et elle assume de même toute la responsabilité des empiètements qui pourraient être ainsi pratiqués sur de telles forces hydrauliques, et elle s'engage à indemniser et dédommager Ontario de toute telle responsabilité.

11. La Commission des eaux courantes devra lorsque requise par Ontario ou en son nom ériger et entretenir des échelles à poisson durables et efficaces et permettant la libre circulation du poisson.

12. A la fin de la période de location des propriétés louées par les présentes à la Commission des eaux courantes ou à son expiration prématurée, lesdites propriétés et tous les ouvrages qui y auront été érigés retourneront à Ontario.

13. Si le loyer prévu aux présentes demeure entièrement ou partiellement impayé pendant quatre-vingt-dix (90) jours après la date où il devait être payé, le lieutenant-gouverneur en conseil d'Ontario pourra après un avis de cinq (5) ans à la Commission des eaux courantes de son intention de ce faire et à condition que le défaut de paiement continue, résilier la location ou le droit de submersion de la partie des propriétés louées par les présentes à la Commission des eaux courantes ou grevées en sa faveur d'un droit de submersion, pour laquelle le paiement n'aura pas été fait. Cependant cette résiliation n'infirmera les droits d'aucune des parties sur le reste des propriétés louées ou grevées d'un droit de submersion par les présentes.

Si en aucun temps le loyer payable en vertu des présentes par la Commission des eaux courantes à Ontario est entièrement ou partiellement impayé lorsqu'il sera exigible, la Commission d'Ontario pourra payer à Ontario au lieu de Québec tout loyer qu'elle pourrait alors devoir à Québec en vertu des dispositions ultérieures des présentes et cela jusqu'à concurrence du montant dû par la Commission des eaux courantes, ou à valoir sur celui, et la Commission d'Ontario recevra crédit en conséquence.

14. Nul terrain, droit ou ouvrage y érigé nulle partie essentielle de l'aménagement desdites forces hydrauliques ne devra être exproprié de la Commission des eaux

bec Commission or anyone on its behalf, and the Quebec Commission agrees to indemnify and save harmless Ontario therefrom.

11. The Quebec Commission shall whenever so required by or on behalf of Ontario erect and maintain durable and efficient fishways for the free passage of fish.

12. Upon the expiry of the term of the lease of the properties hereby leased to the Quebec Commission or upon its earlier termination the said properties and all works constructed thereon shall revert to Ontario.

13. If and whenever the rentals hereby reserved or any part thereof shall be unpaid for ninety (90) days after any of the days on which same ought to be paid, the Lieutenant-Governor in Council of Ontario may upon five (5) years' notice to the Quebec Commission of its intention so to do, and provided that default in payment continues, cancel the lease or license of that portion of the properties hereby leased or licensed to the Quebec Commission in respect of which default so continues, but such cancellation shall not affect the rights of any of the parties in respect of the remaining portion of any properties leased or licensed under these presents.

If at any time or times when any rentals hereby reserved or any part thereof payable by the Quebec Commission to Ontario shall remain unpaid after the same shall have become due and payable, there shall be any rentals due by the Ontario Commission to Quebec under later provisions of these presents the Ontario Commission may pay the said rentals due as aforesaid to Ontario instead of to Quebec in the amount in which the Quebec Commission is in default, or on account thereof, whereupon the Ontario Commission shall be credited accordingly.

14. No lands, rights or works erected thereon nor any essential part of the development of the said waterpowers shall be expropriated from the Quebec

courantes par Ontario ou en vertu d'aucune loi présente ou future de la Législature de la province d'Ontario. La Commission de Québec ne sera pas soumise à la juridiction de la Commission d'Ontario prévue par "The Power Commission Act", R.S.O., 1937, chapitre 62, ses modifications, ou par toute loi analogue sauf en ce qui concerne l'énergie électrique distribuée ou vendue en Ontario.

La Commission des eaux courantes ne sera pas requise d'obtenir un permis ou de déposer un prospectus ou des états conformément à "The Extra Provincial Corporations Act", R.S.O., 1937, chapitre 252, ou "The Companies Information Act", R.S.O., 1937, chapitre 253 ou toute autre loi analogue.

15. La Commission des eaux courantes paiera à Ontario ou à la Commission d'Ontario en même temps que les loyers exigibles en vertu de la clause 2, une juste redevance annuelle pour compenser les frais encourus par Ontario ou la Commission d'Ontario pour des travaux existants ou à venir destinés à augmenter ou à régulariser le débit de la rivière Outaouais aux sites de forces hydrauliques de Carillon et Rocher Fendu ou à l'un ou l'autre de ces sites, redevance qui sera établie en tenant compte de l'avantage retiré par la Commission des eaux courantes en proportion de l'avantage retiré de ces travaux par tous les aménagements de forces hydrauliques dans les provinces d'Ontario et de Québec en bénéficiant directement. Il est toutefois entendu que rien dans les présentes ne pourra être considéré comme une autorisation d'exécuter de tels travaux dans la section interprovinciale de la rivière Outaouais.

De tels travaux ne seront pas exécutés avant que la Commission des eaux courantes n'ait reçu un avis écrit de trois mois et si elle s'y oppose, la question d'exécuter ou de ne pas exécuter ces travaux sera soumise au tribunal arbitral prévu à la clause 46. Le montant de la redevance annuelle sera soumis audit tribunal arbitral chaque fois que la Commission des eaux courantes et la partie exécutant lesdits travaux ne s'entendent pas pour le fixer.

Commission by Ontario or under the authority of any present or future Act of the Legislature of the Province of Ontario. The Quebec Commission shall not be subject to the control by the Ontario Commission contemplated by The Power Commission Act, R.S.O. 1937, Chapter 62, and amendments thereto, or by any similar Act, save as regards electric power or energy distributed or sold in Ontario.

The Quebec Commission shall not be required to obtain a license or to file a prospectus or returns under The Extra Provincial Corporations Act, R.S.O. 1937, chapter 252 or The Companies Information Act, R.S.O. 1937, chapter 253, or any similar legislation.

15. The Quebec Commission shall pay to Ontario or to the Ontario Commission at the same times as the rentals under Clause 2 are payable a fair annual charge to recompense Ontario or the Ontario Commission for expenses incurred for works heretofore or hereafter constructed or executed to increase or regulate the flow of the Ottawa River at the said Carillon and Rocher Fendu waterpower sites or either of them, the amount of such annual charge to be based upon the benefit derived by the Quebec Commission from such works as compared with the benefit derived therefrom by the water-power developments in the Provinces of Ontario and Quebec directly affected thereby. Provided, however, that nothing in these presents shall be deemed to authorize the construction of such works in the interprovincial section of the Ottawa River.

No such works shall be constructed until the Quebec Commission shall have been given three months' notice thereof in writing and if the Quebec Commission objects thereto an issue in respect of the construction or non-construction of such works shall be submitted to the arbitral tribunal provided for in Clause 46. The amount of such annual charges from time to time if not agreed upon by the Quebec Commission with the party constructing the said works shall be submitted to the said arbitral tribunal.

16. La Commission des eaux courantes devra établir et percevoir un tarif général adéquat (soumis à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec) fixant les droits ou redevances payables par toutes personnes et corporations dans la province de Québec autres que les parties aux présentes pour l'utilisation des eaux de la rivière Outaouais aux fins de compenser les frais encourus par Ontario ou la Commission d'Ontario pour des travaux déjà construits ou exécutés ou à venir, destinés à augmenter ou régulariser le débit de la rivière Outaouais. Ledit tarif sera établi en tenant compte de l'avantage retiré par chacune desdites personnes ou corporations en proportion de l'avantage retiré par tous les aménagements de forces hydrauliques en bénéficiant directement dans les provinces d'Ontario et de Québec, et le montant de ces droits et redevances pourra être soumis audit tribunal arbitral. Tous aménagements de forces hydrauliques de la Commission des eaux courantes sur la rivière Outaouais autres que ceux auxdits sites de Carillon et de Rocher Fendu seront aux fins de la présente clause 16 considérés comme des aménagements de forces hydrauliques d'une corporation utilisant les eaux de la rivière Outaouais et n'étant pas partie aux présentes, et la Commission des eaux courantes sera soumise audit tarif général à leur sujet et tenue de le payer. Toutes sommes ainsi perçues et tous montants autrement payables en vertu de la présente clause 16 par la Commission des eaux courantes devront être versés par la Commission des eaux courantes à Ontario ou à la Commission d'Ontario, savoir celle qui a ou aura encouru les frais.

17. Ontario promet et convient qu'en tout ce qui est de sa juridiction législative, les recours légaux dans la province d'Ontario de toute personne ou corporation non partie aux présentes, qui pourra prétendre avoir subi ou être exposée à subir des dommages du fait de l'aménagement des forces hydrauliques des sites de Carillon ou de Rocher Fendu ou du fait de l'utilisation de la moitié inférieure de la chute du site connu sous le nom de Paquette, seront restreints à une réclamation en dommages seulement et toute

16. The Quebec Commission shall establish and collect an adequate general tariff (subject to the approval of the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Quebec) of fees or charges to be paid by all persons and corporations in the Province of Quebec other than the parties to these presents who use the waters of the Ottawa River to recompense Ontario or the Ontario Commission for expenses incurred for works heretofore or hereafter constructed or executed to increase or regulate the flow of the Ottawa River, the said tariff to be based on a comparison between the benefit derived by each of the said persons or corporations and the benefit derived therefrom by the waterpower developments in the Provinces of Ontario and Quebec directly affected thereby, and subject to submission to the said arbitral tribunal in respect to the amount of such fees and charges. Water-power developments of the Quebec Commission on the Ottawa River, other than at the said Carillon and Rocher Fendu sites, shall for the purposes of this Clause 16 be deemed to be waterpower developments of a corporation using the waters of the Ottawa River other than the parties to these presents, and the Quebec Commission shall be bound by the said general tariff in respect thereof and pay thereunder. All sums so collected and all amounts otherwise payable under this Clause 16 by the Quebec Commission shall be paid by the Quebec Commission to Ontario or the Ontario Commission whichever has or shall have incurred the expenses.

17. Ontario covenants and agrees that in so far as it may be within its legislative jurisdiction the legal remedies within the Province of Ontario of any person or corporation not a party to these presents, who shall claim that he has been or may be injured by reason of the development of the said Carillon or Rocher Fendu waterpower sites or the utilization of the lower half of the fall at the said site known as Paquette, shall be restricted to claims for damages only, and a claim for an injunction by the Courts of the Prov-

demande d'injonction devant les cours de la province d'Ontario en rapport avec de tels dommages sera interdite.

18. Par dérogation à "The Mortmain and Charitable Uses Act", R.S.O., 1937, chapitre 147, ou à toute modification ou substitution y apportée, la Commission des eaux courantes aura le droit de détenir dans la province d'Ontario les terrains loués par les présentes ou sur lesquels il lui est accordé un droit de submersion de même que tous les droits, ouvrages et améliorations requis pour leur utilisation complète et la production d'énergie. Par dérogation à toute loi générale ou spéciale, ces terrains loués à la Commission des eaux courantes ou sur lesquels il lui est accordé un droit de submersion de même que tous les droits, ouvrages et améliorations seront exempts de toutes taxes ou contributions provinciales payables à la province d'Ontario et de toutes taxes ou contributions municipales et scolaires, et la Commission des eaux courantes sera entièrement exempte de toutes taxes et contributions provinciales, municipales et scolaires qui pourraient lui être imposées à raison de quelque acte accompli en vertu de la présente convention ou en dé coulant.

19. Ontario promet à la Commission des eaux courantes et convient avec elle qu'aussi longtemps qu'elle paiera le loyer qu'elle doit payer et qu'elle remplira ses engagements, promesses et conventions stipulés aux présentes, la Commission des eaux courantes aura pendant toute la durée des présentes et pour les fins des présentes, la possession et la jouissance paisibles des terrains à elle loués ou grevés en sa faveur d'un droit de submersion, sans interruption, ni trouble de la part d'Ontario ou de toute autre personne aux droits d'Ontario ou de ses ayants cause. Nonobstant les dispositions de la clause 20 des présentes, Ontario promet spécialement à la Commission des eaux courantes et convient avec elle, qu'elle aura la possession et la jouissance des terrains qui lui sont loués ou qui sont grevés en sa faveur d'un droit de submersion dans les cantons de East Hawkesbury et de West Hawkesbury, dans le comté de Prescott, sans interruption ni trouble provenant d'aucune location anté-

ince of Ontario in respect of any such injury as may be alleged, shall be prohibited.

18. Notwithstanding The Mortmain and Charitable Uses Act, R.S.O. 1937, Chapter 147, or any amendment thereto or substitution therefor, the Quebec Commission shall have the right to hold in the Province of Ontario the lands and rights hereby leased or licensed to it, and all works and improvements required for their full utilization and the production of power. Notwithstanding any general law or special Act such leased or licensed lands and such rights, works and improvements shall be exempt from all provincial taxes and fees payable to the Province of Ontario and from all municipal and school taxes and fees, and the Quebec Commission shall be wholly exempt from all provincial, municipal and school taxes and fees which might be imposed or assessed against it by reason of anything done under this agreement or arising herefrom.

19. Ontario covenants and agrees with the Quebec Commission that if and so long as the Quebec Commission pays the rental to be paid by it, and performs its covenants, promises and agreements hereunder, the Quebec Commission shall and may peaceably possess and enjoy the lands leased and licensed to it hereby for the term hereby granted for the purposes of this agreement, without any interruption or disturbance from Ontario, or any other person or persons lawfully claiming by or under Ontario, or its predecessors in right and title. Notwithstanding anything contained in Clause 20 hereof, Ontario does, in particular, so covenant and agree with the Quebec Commission that the latter shall and may so possess and enjoy the lands leased or licensed to it in the townships of East Hawkesbury and West Hawkesbury in the County of Prescott without interruption or disturbance arising out of any lease heretofore granted by His Majesty in right of Canada of any portion thereof or of any rights

riurement consentie par Sa Majesté au nom du Canada d'aucune partie de ces terrains ou d'aucun droit sur iceux pour l'aménagement de forces hydrauliques, le tout sous réserve de la faculté pour Sa Majesté au nom du Canada de retenir sur les terrains compris dans une telle location tels droits que Sa Majesté au nom du Canada pourra juger nécessaires pour les besoins de la navigation.

20. Tout droit, titre ou intérêt acquis par la Commission des eaux courantes en vertu des présentes est accepté sous réserve de la juridiction législative et de tout droit, titre ou intérêt antérieur du Dominion du Canada à leur égard dans la mesure où il peut avoir ainsi juridiction législative, ou droit, titre ou intérêt antérieur.

21. Ontario promet à la Commission des eaux courantes et convient avec elle qu'en tout temps, chaque fois qu'il y aura lieu de le faire, sur toute demande raisonnable, elle signera ou fera faire, signer ou exécuter tous autres écrits, actes, documents, transports ou cessions permis par la loi pour mieux, plus parfaitement et complètement donner effet à l'intention des présentes.

22. Dans la mesure où les présentes se rapportent à des propriétés et des droits dans la province d'Ontario elles seront considérées comme ayant été signées dans la province d'Ontario, et la loi d'Ontario s'y appliquera.

23. (a) Pour l'aménagement des forces hydrauliques de Chenaux, Québec loue par les présentes à la Commission d'Ontario certaines parcelles ou étendues de terrain et du lit de la rivière Outaouais, sises dans les cantons de Litchfield et de Grand Calumet, dans le comté de Pontiac, province de Québec, d'une superficie d'environ 1,775 acres, le tout étant décrit au paragraphe 1 de l'Annexe D des présentes; Québec loue en même temps à la Commission d'Ontario tous terrains lui appartenant jusqu'à concurrence d'une superficie de deux cents acres, qui pourront être raisonnablement requis pour l'emplacement des ouvrages nécessaires à l'aménagement desdites forces hydrauliques (y compris l'accès auxdits ouvrages) et qui de leur nature ne pourront être commodément et économiquement érigés sur les

therein for the development of water power, subject to the retention by His Majesty in right of Canada of such rights in the lands covered by any such lease as His Majesty in right of Canada may deem necessary for the requirements of navigation.

20. Any right, title or interest taken by the Quebec Commission hereunder shall be taken subject to the legislative authority or any prior right, title or interest of the Dominion of Canada thereover or therein to the extent, if any, of such legislative authority or prior right, title or interest.

21. Ontario covenants, promises and agrees to and with the Quebec Commission that it will from time to time and at all times, hereafter, upon every reasonable request execute or cause to be made, done or executed all such further and other lawful acts, deeds, things, devices and assurances in the law whatsoever, for the better, more perfectly and absolutely giving effect to the intention of these presents.

22. In so far as these presents relate to properties and rights in the Province of Ontario they shall be deemed to have been executed in the Province of Ontario and the law of Ontario shall apply.

23. (a) For the development of the Chenaux waterpower Quebec hereby leases unto the Ontario Commission those certain parcels or tracts of land and land under the waters of the Ottawa River, situate in the Townships of Litchfield and Grand Calumet, in the County of Pontiac, in the Province of Quebec; containing by admeasurement an area of 1,775 acres, more or less, being the lands described in paragraph 1 of Schedule D hereto, together with such lands owned by Quebec, not exceeding in area two hundred acres, as shall be reasonably required for the site of the works necessary for the development of the said waterpowers (including access to the said works) and which are of such nature that they cannot be conveniently and economically constructed on the lands described in the said para-

terrains décrits audit paragraphe 1 de graph 1 of Schedule D or on lands in the l'Annexe D ou sur des terrains situés dans Province of Ontario la province d'Ontario.

23. (b) Québec par les présentes accorde en outre à la Commission d'Ontario l'autorisation, le privilège et la permission pleine et entière de prendre possession pour les occuper et en jouir pour fins de submersion seulement, de tous autres terrains lui appartenant et qui sont requis pour éléver à 285 pieds le niveau de retenue des forces hydrauliques de Chenaux et aussi pour permettre le détournement des eaux conformément à la clause 28; il est entendu cependant que la Commission d'Ontario donnera à Québec un préavis écrit d'au moins douze mois avant de submerger lesdits terrains en tout ou en partie; pendant les trois premiers mois de ladite période de préavis, Québec aura le droit d'accorder la permission ou le privilège à toute personne de prendre possession desdits terrains ou d'une partie d'iceux pour y pratiquer la coupe du bois jusqu'à l'expiration de ladite période de préavis. Si pendant lesdits trois mois, Québec n'accorde à personne la permission ou le privilège de prendre possession desdits terrains en tout ou en partie pour y pratiquer la coupe du bois, la Commission d'Ontario pourra en prendre possession et y pratiquer la coupe du bois. La Commission d'Ontario devra, dans un délai de trois mois après l'expiration de ladite période de préavis payer à Québec tout le bois qu'elle aura coupé sur lesdits terrains et aussi tout le bois qui y restera debout à l'expiration de ladite période de préavis, le tout au tarif fixé à l'Annexe E des présentes.

23. (c) Pour l'aménagement des forces hydrauliques Des Joachims et l'utilisation avec elles de la moitié supérieure de la chute du site connu sous le nom de Paquette, Québec loue par les présentes à la Commission d'Ontario certaines parcelles ou étendues de terrain et du lit de la rivière Outaouais, sises dans les cantons d'Aberdeen, Aberford, Eddy, Edwards et Boisclerc, dans les comtés de Pontiac et de Témiscamingue, province de Québec, d'une superficie de 4,800 acres environ, terrains décrits au paragraphe 2 de l'Annexe D des présentes; Québec loue en même temps à la Commission d'Ontario

23. (b) Quebec also hereby gives leave and license and due and full permission to the Ontario Commission to enter upon, possess, occupy, use and enjoy for flooding purposes only, such additional lands owned by Quebec as are necessary to enable the head-water level of the Chenaux waterpower to be raised to a level of 285 feet, and also to enable water to be diverted pursuant to Clause 28, provided, however, that the Ontario Commission shall give Quebec not less than twelve months' written notice before flooding the said lands or any part thereof, and that during the first three months of the said period of notice Quebec shall have the privilege of licensing or authorizing any person to enter upon the said lands or any part thereof and carry on lumbering operations thereon until the expiration of the said period of notice. If during the said three months Quebec shall not have licensed or authorized any person to enter upon the said lands or any part thereof to carry on lumbering operations thereon, the Ontario Commission may enter upon the said lands, or any part thereof and carry on lumbering operations thereon. The Ontario Commission shall within three months after the expiration of the said period of notice pay Quebec for all timber cut by it on the said lands, and also for all timber remaining uncut on the said lands at the expiration of the said period of notice, all according to the rates shown in Schedule E hereto.

23. (c) For the development of the waterpower at Des Joachims and the utilization in conjunction therewith of the upper half of the fall at the site known as Paquette, Quebec hereby leases unto the Ontario Commission those certain parcels or tracts of land and land under the waters of the Ottawa River, situate in the Townships of Aberdeen, Aberford, Eddy, Edwards and Boisclerc, in the Counties of Pontiac and Témiscamingue, in the Province of Quebec, containing by measurement an area of 4,800 acres, more or less, being the lands described in paragraph 2 of Schedule D hereto, together

tous terrains lui appartenant jusqu'à concurrence d'une superficie de trois cents acres, qui pourront être raisonnablement requis pour l'emplacement des constructions nécessaires à l'aménagement desdites forces hydrauliques (y compris l'accès auxdites constructions) et qui de leur nature ne pourront être commodément et économiquement érigées sur les terrains décrits audit paragraphe 2 de l'Annexe D ou sur des terrains situés dans la province d'Ontario.

23. (d) Québec par les présentes accorde en outre à la Commission d'Ontario l'autorisation, le privilège et la permission pleine et entière de prendre possession pour les occuper et en jouir pour fins de creusage seulement de telles autres parties du lit de la rivière Outaouais lui appartenant et qui sont requises pour permettre à la Commission d'Ontario d'utiliser avec l'aménagement des forces hydrauliques Des Joachims la moitié supérieure de la chute du site connu sous le nom de Paquette; et

23. (e) Québec par les présentes accorde en outre à la Commission d'Ontario l'autorisation, le privilège et la permission pleine et entière de prendre possession pour les occuper et en jouir pour fins de submersion seulement de tous autres terrains lui appartenant et qui sont requis pour éléver à 500 pieds le niveau de retenue des forces hydrauliques Des Joachims et pour permettre le détournement des eaux conformément à la clause 28; il est entendu cependant que la Commission d'Ontario donnera à Québec un préavis écrit d'au moins douze mois avant de submerger lesdits terrains en tout ou en partie; pendant les trois premiers mois de ladite période de préavis Québec aura le droit d'accorder la permission ou le privilège à toute personne de prendre possession desdits terrains ou d'une partie d'iceux pour y pratiquer la coupe du bois jusqu'à l'expiration de ladite période de préavis. Si pendant lesdits trois mois, Québec n'accorde à personne la permission ou le privilège de prendre possession desdits terrains en tout ou en partie pour y pratiquer la coupe du bois, la Commission d'Ontario pourra en prendre possession et y pratiquer la coupe du

with such lands owned by Quebec, not exceeding in area three hundred acres, as shall be reasonably required for the site of the works necessary for the development of the said waterpowers (including access to the said works) and which are of such nature that they cannot be conveniently and economically constructed on the lands described in the said paragraph 2 of Schedule D or on lands in the Province of Ontario.

23. (d) Quebec also hereby gives leave and license and due and full permission to the Ontario Commission to enter upon, possess, occupy, use and enjoy for deepening purposes only, such other portions of the bed of the river Ottawa owned by Quebec as are necessary to enable the Ontario Commission to utilize in conjunction with the development of the water-power of Des Joachims the upper half of the fall at the site known as Paquette; and

23. (e) Quebec also hereby gives leave and license and due and full permission to the Ontario Commission to enter upon, possess, occupy, use and enjoy for flooding purposes only, such additional lands owned by Quebec as are necessary to enable the head-water level of the Des Joachims waterpower to be raised to a level of 500 feet; and also to enable water to be diverted pursuant to Clause 28; provided, however, that the Ontario Commission shall give Quebec not less than twelve months' written notice before flooding the said lands or any part thereof, and that during the first three months of the said period of notice Quebec shall have the privilege of licensing or authorizing any person to enter upon the said lands or any part thereof and carry on lumbering operations thereon until the expiration of the said period of notice. If during the said three months Quebec shall not have licensed or authorized any person to enter upon the said lands or any part thereof to carry on lumbering operations thereon, the Ontario Commission may enter upon the said lands or any part thereof and carry on lumbering operations thereon. The Ontario Commission shall

bois. La Commission d'Ontario devra, within three months after the expiration dans un délai de trois mois après l'expiration de ladite période de préavis, payer for all the said period of notice pay Quebec for all timber cut by it on the said lands, à Québec tout le bois qu'elle aura coupé and also for all timber remaining uncut sur lesdits terrains et aussi tout le bois on the said lands at the expiration of the qui y restera debout à l'expiration de said period of notice, all according to the ladite période de préavis, le tout au tarif rates shown in Schedule E hereto. fixé à l'Annexe E des présentes.

23. (f) Pour l'aménagement des forces hydrauliques de Cave & Fourneaux, Québec loue par les présentes à la Commission d'Ontario certaines parcelles ou étendues de terrain et du lit de la rivière Outaouais, sises dans les cantons de Boisclerc, Campeau et Gendreau, dans le comté de Témiscamingue, province de Québec, d'une superficie d'environ 2,700 acres, le tout étant décrit au paragraphe 3 de l'Annexe D des présentes; Québec loue en même temps tous terrains lui appartenant jusqu'à concurrence d'une superficie de deux cents acres, qui pourront être raisonnablement requis pour l'emplacement des ouvrages nécessaires à l'aménagement desdites forces hydrauliques (y compris l'accès auxdits ouvrages) et qui de leur nature ne pourront être commodément et économiquement érigés sur les terrains décrits à ladite Annexe D ou sur des terrains situés dans la province d'Ontario; et

23. (g) Québec par les présentes accorde en outre à la Commission d'Ontario l'autorisation, le privilège et la permission pleine et entière de prendre possession pour les occuper et en jouir pour fins de submersion seulement de tous autres terrains lui appartenant et qui sont requis pour éléver à 575 pieds le niveau de retenue des forces hydrauliques de Cave & Fourneaux et aussi pour permettre le détournement des eaux conformément à la clause 28; il est entendu cependant que la Commission d'Ontario donnera à Québec un préavis écrit d'au moins douze mois avant de submerger lesdits terrains en tout ou en partie; pendant les trois premiers mois de ladite période de préavis, Québec aura le droit d'accorder la permission ou le privilège à toute personne de prendre possession desdits terrains ou d'une partie d'iceux pour y pratiquer la coupe du bois jusqu'à l'expiration de ladite période de préavis. Si pendant lesdits trois mois, Québec n'accorde à

23. (f) For the development of the Cave & Fourneaux waterpowers Quebec hereby leases unto the Ontario Commission those certain parcels or tracts of land and land under the waters of the Ottawa River, situate in the Townships of Boisclerc, Campeau and Gendreau, in the County of Temiscamingue, in the Province of Quebec, containing by admeasurement an area of 2,700 acres, more or less, being the lands described in paragraph 3 of Schedule D hereto, together with such lands owned by Quebec, not exceeding in area two hundred acres as shall be reasonably required for the site of the works necessary for the development of the said waterpowers (including access to the said works) and which are of such nature that they cannot be conveniently and economically constructed on the lands described in said Schedule D or on lands in the Province of Ontario; and

23. (g) Quebec also hereby gives leave and license and due and full permission to the Ontario Commission to enter upon, possess, occupy, use and enjoy for flooding purposes only, such additional lands owned by Quebec as are necessary to enable the head-water level of the Cave & Fourneaux waterpowers to be raised to a level of 575 feet, and also to enable water to be diverted pursuant to clause 28; provided, however, that the Ontario Commission shall give Quebec not less than twelve months' written notice before flooding the said lands or any part thereof, and that during the first three months of the said period of notice Quebec shall have the privilege of licensing or authorizing any person to enter upon the said lands or any part thereof and carry on lumbering operations thereon until the expiration of the said period of notice. If during the said three months Quebec shall not have licensed or authorized any person to enter upon the said

personne la permission ou le privilège de prendre possession desdits terrains en tout ou en partie pour y pratiquer la coupe du bois, la Commission d'Ontario pourra en prendre possession et y pratiquer la coupe du bois. La Commission d'Ontario devra, dans un délai de trois mois après l'expiration de ladite période de préavis, payer à Québec tout le bois qu'elle aura coupé sur lesdits terrains et aussi tout le bois qui y restera debout à l'expiration de ladite période de préavis, le tout au tarif fixé à l'Annexe E des présentes.

Sous RÉSERVE cependant au bénéfice de Québec, en ce qui concerne les terrains mentionnés au paragraphe (a) de la présente clause (23) du droit d'élever à 247 pieds le niveau de retenue des forces hydrauliques connues sous le nom de Les Chats, et en ce qui concerne tous les terrains mentionnés dans la présente clause (23), du droit d'accès et de tous minerais, mines et minéraux (y compris le sable et le gravier) en surface ou sous-jacents, connus ou à être découverts; mais nul acte accompli en vertu de cette réserve ne devra restreindre ou compromettre l'aménagement complet et l'utilisation entière desdites forces hydrauliques au degré prévu par la présente convention; la Commission d'Ontario pourra utiliser gratuitement pour les ouvrages visés à la clause 27 tout le sable et tout le gravier se trouvant sur lesdits terrains ou au-dessous et dont Québec n'aura pas autrement disposé, ainsi que toute espèce de roc ne contenant ni minerai ni minéraux.

POUR la Commission d'Ontario, tenir et posséder lesdits terrains avec dépendances pour une période complète de neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (999) ans à compter de la date des présentes, en par elle payant à Sa Majesté, ses héritiers et successeurs, au nom de la province de Québec, au département des terres et forêts, à Québec, chaque année de ladite période de location à compter du point de départ ci-après fixé loyer annuel à raison d'un dollar (\$1.00) en monnaie légale du Canada pour chaque cheval-an moyen d'énergie produit par ladite Commission d'Ontario en utilisant la part de Québec dans le débit de la rivière.

lands or any part thereof to carry on lumbering operations thereon, the Ontario Commission may enter upon the said lands or any part thereof and carry on lumbering operations thereon. The Ontario Commission shall within three months after the expiration of the said period of notice pay Quebec for all timber cut by it on the said lands, and also for all timber remaining uncut on the said lands at the expiration of the said period of notice all according to the rates shown in Schedule E hereto.

SAVING, EXCEPTING AND RESERVING nevertheless unto Quebec in respect of lands referred to in paragraph (a) of this clause (23) the right to raise the head-water level of the waterpowers known as Les Chats to elevation 247 and in respect of all lands referred to in this clause (23), all the ores, mines and minerals (including sand and gravel) which are or shall hereafter be found on or under the said lands, and access thereto, provided that nothing done in respect of or under or pursuant to such reservation shall interfere with or restrict or imperil the full development and use of the said waterpowers to the extent contemplated by this agreement, and provided further that the Ontario Commission may utilize free of charge in the construction of the works referred to in clause 27 any and all sand and gravel on or under the said lands, not otherwise disposed of by Quebec, and also any and all rock which does not contain ore or minerals.

TO HAVE AND TO HOLD the same with the appurtenances thereto unto the Ontario Commission for the full end and term of nine hundred and ninety-nine (999) years to be computed from the date hereof, yielding and paying as rental therefor unto His Majesty and His Heirs and Successors in right of the Province of Quebec at the Department of Lands and Forests, Quebec, yearly and every year during the said term hereby created, after the commencement date for rental herein-after specified in this Clause, in lawful money of Canada, at the rate of One Dollar (\$1.00) for each and every average yearly horsepower of energy produced by the said Ontario Commission from Quebec's share of the water.

Pour le calcul de la quantité d'énergie produite en vertu des présentes en utilisant la part de Québec dans le débit de la rivière, la moitié de toute l'énergie produite à chaque site au cours d'une année de location sera censée avoir été produite en utilisant la part de Québec dans le débit de la rivière.

Si la part de Québec dans le débit de la rivière est entièrement ou partiellement utilisée pour la production d'énergie électrique, la quantité d'énergie électrique ainsi produite sera établie par des mesurages appropriés pratiqués aux bornes des génératrices à l'emplacement de l'aménagement. Si la part de Québec dans le débit de la rivière est entièrement ou partiellement utilisée pour la production d'énergie sous une forme autre que l'énergie électrique, la quantité d'énergie produite sera établie par des méthodes appropriées de mesurage.

Aux fins de la présente location, un cheval vaudra .746 de kilowatt ou 550 pieds-livres par seconde.

La Commission d'Ontario installera des instruments de mesure appropriés, en enregistrera les lectures et permettra en tout temps à Québec de les examiner et lui en fournira des rapports.

Des comptes distincts de loyers seront produits pour chaque site.

Ledit loyer commencera à courir le premier jour où l'aménagement desdites forces hydrauliques de Cave & Fourneaux, Des Joachims et Chenaux ou de l'une ou de l'autre sera en exploitation et produira de l'énergie. Le premier paiement de loyer devra se faire pour la période commençant le premier jour d'exploitation et de production et se terminant ledit 31^{er} jour de mars suivant, ce jour compris, et devra être transmis au plus tard le premier jour du mois de mai suivant. Les années de location qui suivront ladite période du premier paiement se termineront le 31^{er} jour de mars de chaque année, et le loyer de chaque année devra être payé au plus tard le 1^{er} jour du mois de mai suivant.

Ledit loyer payable par la Commission d'Ontario en vertu des présentes sera sujet à révision à l'expiration d'une période de vingt-cinq (25) ans à compter de

For the purpose of calculating the amount of such horsepower produced from Quebec's share of the water, under and by virtue of these presents, one-half of all the power produced in any lease year at each site shall be deemed to have been developed from Quebec's share of the water at each respective site.

In the event that Quebec's share of the water or any portion thereof is utilized to produce electrical power or energy, then the amount of such electrical power or energy so produced shall be determined by suitable measurements at the generator terminals at the site of the development. In the event that Quebec's share of the water or any portion thereof is utilized to produce forms or types of power or energy other than electrical power or energy, then the amount thereof shall be determined by appropriate methods of measurement.

For the purposes of this lease, one horsepower shall be taken to be .746 kilowatts or 550 foot pounds of work per second.

Suitable measuring instruments shall be provided and records kept by the Ontario Commission which shall at all times allow access thereto and supply reports therefrom to Quebec.

Separate bills for rental shall be rendered for each and every site.

The said rental shall commence on the first day the development of the said waterpowers at Cave & Fourneaux, Des Joachims and Chenaux or any of them is in operation and produces power or energy. The first payment of such rental shall be for the period from the said first day of operation and production to the said 31st day of March next following, inclusive, and shall be paid on or before the 1st day of May immediately succeeding. Lease years after the said period for which the first payment is to be made shall terminate on the 31st day of March, in each and every year, and rental for each such lease year shall be paid on or before the 1st day of May next following.

The said rentals payable by the Ontario Commission hereunder shall be subject to review at the end of twenty-five (25) years from the date hereof, and thereafter

la date des présentes et ensuite à l'expiration de chaque période de vingt-cinq (25) ans jusqu'à expiration ou résiliation du présent bail. Si à la fin de ces périodes de vingt-cinq (25) ans ou de l'une d'elles, il paraît nécessaire ou désirable de reviser les sommes payables en vertu des présentes, la révision pourra se faire à l'amiable entre les parties et à défaut d'accord, l'affaire sera soumise au tribunal arbitral prévu à la clause 46.

24. Nonobstant les dispositions de la clause 23 ci-dessus insérée, tant que la Commission des eaux courantes n'aura pas payé à Ontario ladite somme de \$2,462,933 prévue à la clause 3, la Commission d'Ontario ne sera tenue de payer aucun loyer en vertu desdites dispositions de la clause 23 pour les forces hydrauliques Des Joachims, que de l'énergie y soit produite ou non; mais après le paiement de ladite somme de \$2,462,933 à Ontario par la Commission des eaux courantes, la Commission d'Ontario devra effectuer les paiements conformément auxdites dispositions de la clause 23 pour la période subséquente.

25. Québec promet et convient de plus que sur demande de la Commission d'Ontario, elle acquerra tous les terrains et droits situés dans la province de Québec qu'elle ne possède pas et qui sont nécessaires pour permettre l'élévation à 575 pieds du niveau de retenue des forces hydrauliques de Cave & Fourneaux, l'élévation à 500 pieds du niveau de retenue des forces hydrauliques Des Joachims, l'élévation à 285 pieds du niveau de retenue des forces hydrauliques de Chenaux, pour permettre le détournement des eaux conformément à la clause 28, et l'utilisation de la moitié supérieure de la chute du site connu sous le nom de Paquette avec l'aménagement des forces hydrauliques Des Joachims et pour fournir les emplacements et accès prévus aux clauses 23 (a), 23 (c) et 23 (f).

La Commission d'Ontario en faisant cette demande, devra fournir à Québec, si elle ne l'a déjà fait, une description détaillée et complète de tous ces terrains et droits. Une fois acquis, lesdits terrains et droits seront par arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil de Québec, ajoutés aux propriétés louées à la Commission

at the end of each and every twenty-five (25) years until the expiry or earlier determination of this lease. If at the end of such twenty-five (25) year periods or any of them, it shall appear necessary or desirable that the amounts to be paid hereunder should be adjusted, then such adjustments may be made by agreement between the parties hereto, and failing such agreement shall be submitted to the arbitral tribunal as provided for in Clause 46.

24. Notwithstanding the provisions of Clause 23 hereinabove written, until such time as the Quebec Commission shall pay Ontario the said sum of \$2,462,933 specified in Clause 3, the Ontario Commission shall not be obliged to pay any rentals under and pursuant to the said provisions of Clause 23 in respect of the Des Joachims waterpower regardless of whether or not power or energy is developed therefrom; but in respect of the period after payment of the said sum of \$2,462,933 to Ontario by the Quebec Commission, the Ontario Commission shall pay according to the said provisions of Clause 23.

25. Quebec further covenants and agrees that it will as and when requested by the Ontario Commission acquire all lands and rights in the Province of Quebec not owned by Quebec, and which are necessary to enable the head-water level of the Cave & Fourneaux waterpower to be raised to 575 feet, and to enable the head-water level of the Des Joachims waterpower to be raised to 500 feet, and the head-water level of the Chenaux waterpower to be raised to 285 feet, and to enable water to be diverted pursuant to Clause 28, and the upper half of the fall at the site known as Paquette to be utilized in conjunction with the waterpower development at Des Joachims and to provide the sites and access referred to in Clauses 23 (a), 23 (c) and 23(f).

The Ontario Commission shall before or at the time of making such request furnish Quebec with a complete detailed description of all such lands and rights. Upon such acquisition the said lands and rights acquired pursuant to this Clause 25 shall by order of the Lieutenant-Governor of Quebec-in-Council be added to the prop-

d'Ontario en vertu de la clause 23 et ils seront assujettis aux dispositions de ladite clause 23. Si Québec n'acquiert pas les terrains et droits selon la description détaillée et complète déjà prévue dans la présente clause, sur demande de la Commission d'Ontario et si cette dernière s'est entièrement conformée aux dispositions de la présente clause 25, Québec devra payer tous les dommages résultant de son défaut dans la province de Québec, mais si la Commission d'Ontario ne fournit pas à Québec la description détaillée et complète des terrains et droits déjà mentionnée dans la présente clause 25 ou si de quelque autre façon elle ne se conforme pas aux dispositions de la présente clause, elle sera responsable de toute dépense additionnelle en résultant.

Pour tous les terrains et droits acquis par Québec pour la Commission d'Ontario suivant les stipulations ci-dessus de la présente clause 25 ou quelque autre disposition des présentes, la Commission d'Ontario paiera à Québec ou à toute personne ou corporation désignée par Québec le prix d'achat qu'elle aura payé ou qui aura été payé en son nom pour l'acquisition de ces terrains et droits avec les frais d'achat, au fur et à mesure que l'acquisition en sera faite. Pour les terrains acquis suivant les dispositions de la présente clause 25, Québec ne devra pas payer un prix plus élevé que celui qui sera approuvé par la Commission d'Ontario; cependant, si le propriétaire ne veut pas accepter le prix d'achat que la Commission d'Ontario est prête à approuver, lesdits terrains ou droits seront expropriés par Québec ou en son nom et Québec paiera comme prix d'achat le montant fixé par la procédure d'expropriation. La Commission d'Ontario devra ensuite rembourser Québec en conséquence et les frais d'expropriation seront inclus dans le prix d'achat desdits terrains ou droits.

26. Chaque fois qu'en vertu des dispositions de la clause 25, la Commission d'Ontario fera à Québec la demande voulue d'acquisition de terrains ou droits et qu'elle se conformera entièrement aux dispositions de la clause 25, Québec fera tout ce qui est de la compétence législative de

terres leased to the Ontario Commission by Clause 23, and shall be subject to the provisions of the said Clause 23. If Quebec fails to acquire lands and rights in accordance with the said complete detailed description referred to hereinabove in this Clause when so requested by the Ontario Commission, and if the Ontario Commission has fully complied with the provisions of this Clause 25, Quebec shall pay for all damage resulting therefrom in the Province of Quebec, but if the Ontario Commission fails to furnish Quebec with the complete detailed description of lands and rights hereinbefore referred to in this Clause 25, or has otherwise failed to comply with such provisions, the Ontario Commission shall be liable for any additional expense resulting therefrom.

For all lands and rights acquired by Quebec for the Ontario Commission pursuant to the foregoing provisions of this Clause 25, and for the purposes of this agreement, the Ontario Commission shall pay to Quebec, or such person or corporation as Quebec may direct, the purchase price paid by or on behalf of Quebec to acquire such lands and rights together with the cost of acquiring them as and when the same are so acquired. For such lands acquired under the provisions of this Clause 25, Quebec shall not pay a higher purchase price than such price as shall be approved by the Ontario Commission, provided however that if the owner or owners of such lands or rights shall be unwilling to accept the purchase price which the Ontario Commission is willing to approve, the said lands or rights shall be expropriated by or on behalf of Quebec, and Quebec shall pay as the purchase price thereof the proper amount as determined in such expropriation proceedings. The Ontario Commission shall thereupon reimburse Quebec accordingly, and the cost of such expropriation shall be deemed to be included in the cost of acquiring the said lands or rights.

26. Whenever under the provisions of Clause 25 the Ontario Commission makes a proper request that Quebec acquire lands or rights, and complies fully with the provisions of Clause 25, Quebec shall do everything within the legislative authority of the Province of Quebec to

la province de Québec pour mettre la Commission d'Ontario en possession de ces terrains ou droits aux fins de la présente convention, et cela dans un délai de trois mois après la réception de ladite demande.

27. Sur lesdites propriétés louées en vertu des présentes à la Commission d'Ontario, cette dernière pourra établir des bâtiments, des barrages, des digues, des tunnels, des canaux, des viaducs, des écluses, des puits et tous autres ouvrages et constructions qui lui paraîtront nécessaires ou utiles pour aménager lesdites forces hydrauliques de Cave & Fourneaux, Des Joachims et Chenaux et pour utiliser la moitié supérieure de la chute du site connu sous le nom de Paquette, le tout subordonnément aux dispositions de la Loi du régime des eaux courantes, S.R.Q., 1941, chapitre 98. Cependant, si l'approbation requise par ladite loi ou quelque autre loi analogue de la province de Québec, est refusée pour lesdits travaux ou pour une partie d'iceux la Commission d'Ontario pourra interjeter appel au tribunal arbitral prévu à la clause 46 des présentes.

28. Pour accomplir ou faciliter l'aménagement des forces hydrauliques de Cave & Fourneaux, Des Joachims et Chenaux, la Commission d'Ontario pourra détourner les eaux de la rivière Outaouais de leur cours naturel à chacun de ces sites ou en amont mais à charge de retourner lesdites eaux au chenal naturel de la rivière Outaouais en aval de chacun desdits sites.

29. La Commission d'Ontario sera tenue d'indemniser et dédommager Québec et la Commission des eaux courantes de toute perte, de tous frais, dommages, dépenses que Québec ou la Commission des eaux courantes pourront subir, souffrir ou encourir du fait que la Commission d'Ontario outrepasserait les droits ou priviléges qui lui sont conférés par les présentes ou les exercerait d'une manière fautive.

30. Québec et la Commission des eaux courantes, chacune pour leur part, libèrent et déchargent la Commission d'Ontario de toutes réclamations et demandes résultant de dommage ou pertes subis par Québec ou la Commission des eaux courantes en rapport avec des forces hydrauliques possédées ou exploitées par elles

put the Ontario Commission in possession of such lands or rights for the purposes of this agreement within three months from receipt of such request.

27. Upon the said properties hereby leased to the Ontario Commission the said Ontario Commission may construct buildings, dams, weirs, tunnels, races, flumes, sluices, pits and such other structures and works as it may deem necessary or desirable to develop the said Cave & Fourneaux, Des Joachims and Chenaux waterpowers, and to utilize the upper half of the fall at the site known as Paquette, subject to the provisions of The Water-Course Act, R.S.Q. 1941, Chapter 98, provided, however, that should approval thereof, or of any part thereof, under the said Water-Course Act or similar legislation of the Province of Quebec be refused, the Ontario Commission may appeal therefrom to the arbitral tribunal provided for in Clause 46 hereof.

28. The Ontario Commission may divert water in the Ottawa River from its natural channel as part of or pertaining to the development of waterpowers at Cave & Fourneaux, Des Joachims and Chenaux authorized hereby at or above the sites of the said respective waterpowers subject to returning the said water to the natural channel of the Ottawa River below the said respective sites.

29. The Ontario Commission shall and will indemnify and save harmless Quebec and the Quebec Commission from any loss, costs, damage, damages or expenses Quebec or the Quebec Commission may sustain, suffer or be put to by reason of or on account of the Ontario Commission exceeding the rights or powers hereby granted to it or exercising the same in a negligent manner.

30. Quebec and the Quebec Commission respectively release and discharge the Ontario Commission from all claims and demands for or in respect of damage or loss sustained by Quebec or the Quebec Commission in respect of any waterpower upon waters tributary to the Ottawa River, owned or operated by Quebec or

sur des tributaires de la rivière Outaouais et causés par la Commission d'Ontario dans la jouissance convenable et conforme aux présentes des droits, pouvoirs et priviléges à elle accordés par les présentes.

31. Sous réserve des dispositions de la clause 30, la Commission d'Ontario assume toute la responsabilité des dommages qui pourraient être causés à toutes forces hydrauliques non comprises dans les limites des terrains décrits à l'Annexe D par aucun acte fait par la Commission d'Ontario ou en son nom en vertu ou sous couvert des présentes et elle assume de même toute la responsabilité des empiètements qui pourraient être ainsi pratiqués sur de telles forces hydrauliques et elle s'engage à indemniser et dédommager Québec de toute telle responsabilité.

32. La Commission d'Ontario devra, lorsque requise par Québec ou en son nom ériger et entretenir des échelles à poisson durables et efficaces et permettant la libre circulation du poisson.

33. A la fin de la période de location des propriétés louées par les présentes à la Commission d'Ontario ou à son expiration prématuée, lesdites propriétés et tous les ouvrages qui y auront été érigés retourneront à Québec.

34. Si le loyer prévu aux présentes demeure entièrement ou partiellement impayé pendant quatre-vingt-dix (90) jours après la date où il devait être payé, le lieutenant-gouverneur en conseil de Québec pourra après un avis de cinq ans à la Commission d'Ontario de son intention de ce faire et à condition que le défaut de paiement continue, résilier la location de la partie des propriétés louées par les présentes à la Commission d'Ontario pour laquelle le paiement n'aura pas été fait. Cependant, cette résiliation n'infirmera les droits d'aucune des parties sur le reste des propriétés louées ou gérées d'un droit de submersion par les présentes.

Si, en aucun temps le loyer payable en vertu des présentes par la Commission d'Ontario à Québec est entièrement ou partiellement impayé lorsqu'il sera exigible, la Commission des eaux courantes pourra payer tout loyer qu'elle pourrait

the Quebec Commission, occasioned by or on account of the Ontario Commission exercising in a proper manner the rights, powers and privileges hereby granted to it in accordance with the terms hereof.

31. Subject to the provisions of Clause 30 the Ontario Commission assumes any and all liability in respect of damage to or encroachment upon any waterpower not within the limits of the lands described in Schedule D occasioned by anything done or purported to be done under or pursuant to these presents by the Ontario Commission or anyone on its behalf, and the Ontario Commission agrees to indemnify and save harmless Quebec therefrom.

32. The Ontario Commission shall whenever so required by or on behalf of Quebec erect and maintain durable and efficient fishways for the free passage of fish.

33. Upon the expiry of the term of the lease of the properties hereby leased to the Ontario Commission, or upon its earlier termination the said properties and all works constructed thereon shall revert to Quebec.

34. If and whenever the rentals hereby reserved or any part thereof shall be unpaid for ninety (90) days after any of the days on which same ought to be paid, the Lieutenant-Governor in Council of Quebec, may upon five years' notice to the Ontario Commission of its intention so to do and provided that default in payment continues, cancel the lease of that portion of the properties hereby demised to the Ontario Commission in respect of which default continues but such cancellation shall not affect the rights of any of the parties in respect of the remaining portion of any properties leased or licensed under these presents.

If at any time or times when any rentals hereby reserved or any part thereof payable by the Ontario Commission to Quebec shall remain unpaid after the same shall have become due and payable, there shall be any rentals due by the Quebec Com-

alors devoir à Ontario en vertu des dispositions antérieures des présentes à Québec au lieu d'Ontario jusqu'à concurrence du montant dû par la Commission d'Ontario, ou à valoir sur icelui et la Commission des eaux courantes recevra crédit en conséquence.

35. Nul terrain, droit ou ouvrage y érigé, nulle partie essentielle de l'aménagement desdites forces hydrauliques ne devra être exproprié de la Commission d'Ontario par Québec ou en vertu d'aucune loi présente ou future de la Législature de la province de Québec. La Commission d'Ontario ne sera pas soumise à la juridiction prévue par la Loi de l'électricité, S.R.Q., 1941, chapitre 99, ses modifications ou par toute loi analogue sauf en ce qui concerne l'énergie électrique distribuée ou vendue dans la province de Québec. Les dispositions de la Loi relative à l'exportation de la force hydro-électrique, S.R.Q., 1941, chapitre 100 ne s'appliqueront pas à la présente convention. La Commission d'Ontario ne sera pas requise d'obtenir un permis ou de déposer un prospectus ou des états conformément à la Loi des compagnies à fonds social étrangères, S.R.Q., 1941, chapitre 279 ou la Loi des renseignements sur les compagnies, chapitre 281, ou à toute loi analogue.

36. La Commission d'Ontario paiera à Québec ou à la Commission des eaux courantes, en même temps que les loyers exigibles en vertu de la clause 23, une juste redevance annuelle pour compenser les frais encourus par Québec ou la Commission des eaux courantes pour des travaux existants ou à venir destinés à augmenter ou régulariser le débit de la rivière Outaouais aux sites des forces hydrauliques de Cave & Fourneaux, Des Joachims et Chenaux ou à l'un ou l'autre de ces sites, redevance qui sera établie en tenant compte de l'avantage retiré par la Commission d'Ontario en proportion de l'avantage retiré de ces travaux par tous les aménagements de forces hydrauliques dans les provinces d'Ontario et de Québec en bénéficiant directement. Il est toutefois entendu que rien dans les présentes ne pourra être considéré comme une autorisation d'exécuter de tels travaux dans la section interprovinciale de la rivière Outaouais.

mission to Ontario under foregoing provisions of these presents the Quebec Commission may pay the said rentals due as aforesaid to Quebec instead of to Ontario in the amount in which the Ontario Commission is in default or on account thereof, whereupon the Quebec Commission shall be credited accordingly.

35. No lands, rights or works erected thereon nor any essential part of the development of the said waterpowers shall be expropriated from the Ontario Commission by Quebec or under the authority of any present or future Act of the Legislature of the Province of Quebec. The Ontario Commission shall not be subject to the control contemplated by the Electricity Act, R.S.Q. 1941, Chapter 99 and amendments thereto, or by any similar Act, save as regards electric power distributed or sold in Quebec. The provisions of An Act respecting the Exportation of Hydro-Electric Power, R.S.Q. 1941, Chapter 100, shall not apply to this agreement. The Ontario Commission shall not be required to obtain a license or to file a prospectus or returns under The Extra-Provincial Companies Act, R.S.Q. 1941, Chapter 279, or The Companies Information Act, R.S.Q. 1941, Chapter 281 or any similar legislation.

36. The Ontario Commission shall pay to Quebec or to the Quebec Commission at the same times as the rentals under Clause 23 are payable a fair annual charge to recompense Quebec or the Quebec Commission for expenses incurred for works heretofore or hereafter constructed or executed to increase or regulate the flow of the Ottawa River at the said Cave & Fourneaux, Des Joachims and Chenaux waterpower sites or any of them, the amount of such annual charge to be based upon the benefit derived by the Ontario Commission from such works as compared with the benefit derived therefrom by the waterpower developments in the Provinces of Ontario and Quebec directly affected thereby. Provided, however, that nothing in these presents shall be deemed to authorize the construction of such works in the inter-provincial section of the Ottawa River.

De tels travaux ne seront pas exécutés avant que la Commission d'Ontario n'ait reçu un avis écrit de trois mois et si elle s'y oppose, la question d'exécuter ou de ne pas exécuter ces travaux sera soumise au tribunal arbitral prévu à la clause 46. Le montant de la redevance annuelle sera soumis audit tribunal arbitral chaque fois que la Commission d'Ontario et la partie exécutant lesdits travaux ne s'entendront pas pour le fixer.

37. La Commission d'Ontario devra établir et percevoir un tarif général adéquat (soumis à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil de la province d'Ontario) fixant les droits et redevances payables par toutes personnes et corporations dans la province d'Ontario, autres que les parties aux présentes, pour l'utilisation des eaux de la rivière Outaouais, aux fins de compenser les frais encourus par Québec ou la Commission des eaux courantes pour des travaux déjà construits ou exécutés destinés à augmenter ou à régulariser le débit de la rivière Outaouais. Ledit tarif sera établi en tenant compte de l'avantage retiré par chacune desdites personnes ou corporations en proportion de l'avantage retiré de ces travaux par les aménagements de forces hydrauliques en bénéficiant directement dans les provinces d'Ontario et Québec et le montant de ces droits et redevances pourra être soumis audit tribunal arbitral. Tous aménagements de forces hydrauliques de la Commission d'Ontario sur la rivière Outaouais autres que ceux desdits sites de Cave & Fourneaux, Des Joachims et Chenaux, seront aux fins de la présente clause 37, considérés comme des aménagements de forces hydrauliques d'une corporation utilisant les eaux de la rivière Outaouais et n'étant pas partie aux présentes, et à leur sujet la Commission d'Ontario sera soumise audit tarif général et elle sera tenue de le payer. Toutes sommes ainsi perçues et tous montants autrement payables en vertu de la présente clause 37 par la Commission d'Ontario devront être versés par la Commission d'Ontario à Québec ou à la Commission des eaux courantes savoir celle qui a ou aura encouru les frais.

No such works shall be constructed until the Ontario Commission shall have been given three months' notice thereof in writing and if the Ontario Commission objects thereto an issue in respect of the construction or non-construction of such works shall be submitted to the arbitral tribunal provided for in Clause 46. The amount of such annual charges from time to time if not agreed upon by the Ontario Commission with the party constructing the said works shall be submitted to the said arbitral tribunal.

37. The Ontario Commission shall establish and collect an adequate general tariff (subject to the approval of the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Ontario) of fees or charges to be paid by all persons and corporations in the Province of Ontario other than the parties to these presents who use the waters of the Ottawa River to recompense Quebec or the Quebec Commission for expenses incurred for works constructed or executed to increase or regulate the flow of the Ottawa River, the said tariff to be based on a comparison between the benefit derived by each of the said persons or corporations and the benefit derived therefrom by the waterpower developments in the Provinces of Ontario and Quebec directly affected thereby, and subject to submission to the said arbitral tribunal in respect to the amount of such fees and charges. Waterpower developments of the Ontario Commission on the Ottawa River, other than at the said Cave & Fourneaux, Des Joachims and Chenaux sites, shall for the purposes of this Clause 37 be deemed to be waterpower developments of a corporation using the waters of the Ottawa River other than the parties to these presents, and the Ontario Commission shall be bound by the said general tariff in respect thereof and pay thereunder. All sums so collected and all amounts otherwise payable under this Clause 37 by the Ontario Commission shall be paid by the Ontario Commission to Quebec or the Quebec Commission whichever has or shall have incurred the expense.

38. Québec promet et convient qu'en tout ce qui est de sa juridiction législative, les recours légaux dans la province de Québec de toute personne ou corporation non partie aux présentes qui pourra prétendre avoir subi ou être exposée à subir des dommages du fait de l'aménagement des forces hydrauliques des sites de Cave & Fourneaux, Des Joachims ou Chenaux ou du fait de l'utilisation de la moitié supérieure de la chute du site connu sous le nom de Paquette seront restreints à une réclamation en dommages seulement et toute demande d'injonction devant les cours de la province de Québec en rapport avec l'allégation de tels dommages est interdite.

39. Par dérogation à la Loi des acquisitions et aliénations d'immeubles par les corporations et gens de mainmorté, S.R.Q., 1941, c. 283, ou à toute modification ou substitution y apportée, la Commission d'Ontario aura le droit de détenir dans la province de Québec les terrains loués par les présentes ou sur lesquels il lui est accordé un droit de submersion, de même que tous les droits, ouvrages et améliorations requis pour leur utilisation complète et la production d'énergie. Par dérogation à toute loi générale ou spéciale, ces terrains loués à la Commission d'Ontario ou sur lesquels il lui est accordé un droit de submersion de même que tous les droits, ouvrages et améliorations seront exempts de toutes taxes ou contributions provinciales payables à la province de Québec et de toutes taxes ou contributions municipales et scolaires, et la Commission d'Ontario sera entièrement exempte de toutes taxes et contributions provinciales, municipales et scolaires qui pourraient lui être imposées à raison de quelque acte accompli en vertu de la présente convention ou en découlant.

40. Québec promet à la Commission d'Ontario et convient avec elle qu'aussi longtemps qu'elle paiera le loyer qu'elle doit payer et remplira ses engagements, promesses et conventions stipulées aux présentes, la Commission d'Ontario aura pendant toute la durée des présentes et pour les fins des présentes, la possession et la jouissance paisibles des terrains à elle loués ou grevés en sa faveur d'un droit de submersion, sans interruption ni

38. Quebec covenants and agrees that in so far as it may be within its legislative jurisdiction the legal remedies within the Province of Quebec of any person or corporation not a party to these presents, who shall claim that he has been or may be injured by reason of the development of the said Cave & Fourneaux, Des Joachims or Chenaux waterpower sites or the utilization of the upper half of the fall at the said site known as Paquette shall be restricted to claims for damages only, and a claim for an injunction by the Courts of the Province of Quebec in respect of any such injury as may be alleged shall be prohibited.

39. Notwithstanding The Mortmain Act, R.S.Q. 1941, c. 283, or any amendment thereto or substitution therefor, the Ontario Commission shall have the right to hold in the Province of Quebec, the lands and rights hereby leased or licensed to it and all works and improvements required for their full utilization and the production of power. Notwithstanding any general law or special Act such leased or licensed lands and such rights, works and improvements shall be exempt from all provincial taxes and fees payable to the Province of Quebec, and from all municipal and school taxes and fees and the Ontario Commission shall be wholly exempt from all provincial, municipal and school taxes and fees which might be imposed or assessed against it by reason of anything done under this agreement or arising therefrom.

40. Quebec covenants and agrees with the Ontario Commission that if and so long as the Ontario Commission pays the rental to be paid by it, and performs its covenants, promises and agreements hereunder, the Ontario Commission shall and may peaceably possess and enjoy the lands leased and licensed to it hereby for the term hereby granted for the purposes of this agreement, without any interruption or disturbance from Quebec, or any other

trouble de la part de Québec ou de toute autre personne aux droits d'Ontario ou de ses ayants cause.

41. Tout droit, titre ou intérêt acquis par la Commission d'Ontario, en vertu des présentes est accepté sous réserve de la juridiction législative et de tout droit, titre ou intérêt antérieur du Dominion du Canada à leur égard dans la mesure où il peut avoir ainsi juridiction législative ou droit, titre ou intérêt antérieur.

42. Québec promet à la Commission d'Ontario et convient avec elle qu'en tous temps, chaque fois qu'il y aura lieu de le faire, sur toute demande raisonnable, elle signera, fera faire, signer ou exécuter tous autres écrits, actes, documents, transports ou cessions permis par la loi pour mieux, plus parfaitement et complètement donner effet à l'intention des présentes.

43. Dans la mesure où les présentes se rapportent à des propriétés et des droits dans la province de Québec, elles seront considérées comme ayant été signées dans la province de Québec, et la loi de Québec s'y appliquera.

44. Les présentes ne doivent pas écarter les droits légaux des propriétaires de bois ou autres de faire descendre leurs billes ou leur bois sur la rivière Outaouais, et cela, non seulement dans les limites des terrains mentionnées aux présentes, mais aussi en aval.

45. En établissant aux fins des clauses 15, 16, 36 et 37 des présentes le montant des frais encourus pour des travaux destinés à augmenter ou régulariser le débit de la rivière Outaouais, on devra y comprendre une compensation adéquate pour les terrains submergés soit que ces terrains appartiennent à la couronne ou à des particuliers.

46. Tout différend entre parties aux présentes résultant des présentes ou de l'accomplissement des conditions ou dispositions des présentes sera décidé par un tribunal arbitral composé de trois membres dont un sera choisi par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province d'Ontario, un autre par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de

person or persons lawfully claiming by or under Quebec or its predecessors in right and title.

41. Any right, title or interest taken by the Ontario Commission hereunder shall be taken subject to the legislative authority or any prior right, title or interest of the Dominion of Canada thereover or therein to the extent, if any, of such legislative authority or prior right, title or interest.

42. Quebec covenants, promises and agrees to and with the Ontario Commission that it will from time to time and at all times hereafter upon every reasonable request execute or cause to be made, done or executed all such further and other lawful acts, deeds, things, devices and assurances in the law whatsoever, for the better, more perfectly and absolutely giving effect to the intention of these presents.

43. In so far as these presents relate to properties and rights in the Province of Quebec they shall be deemed to have been executed in the Province of Quebec and the law of Quebec shall apply.

44. The granting of these presents shall not take away the lawful rights of timber owners or others to drive their logs or timber down the Ottawa River, not only within but also beyond the limits of the lands comprised in these presents.

45. In ascertaining, for the purposes of Clauses 15, 16, 36 and 37 hereof, the amount of expenses incurred for works to increase or regulate the flow of the Ottawa River, adequate compensation shall be included for all lands flooded whether Crown property or private property.

46. Any and all disputes arising between the parties hereto, or any of them, relative to these presents, or the fulfilment of any of the terms, provisions or conditions hereof, shall be decided by an arbitral tribunal composed of three members, one of whom shall be chosen by the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Ontario, another by the Lieu-

Québec et le troisième par les deux autres. Si l'un ou l'autre des lieutenants-gouverneurs en conseil ne choisit pas un membre ou si les deux membres choisis ne peuvent s'entendre sur le choix d'un troisième membre, le choix sera fait par le juge en chef du Canada.

Les conclusions de deux membres quelconques du tribunal qui sont du même avis seront les conclusions du tribunal, et si plus d'une affaire est soumise en même temps au tribunal, cette règle s'appliquera pour chaque affaire.

Les conclusions du tribunal arbitral seront finales et elles lieront les parties aux présentes, sous réserve toutefois du droit d'appel prévu plus loin. Sur un appel porté devant le tribunal arbitral en vertu des clauses 6 ou 27, le tribunal arbitral pourra donner l'approbation qui dans son opinion doit être donnée, et cette approbation répondra aux exigences des lois mentionnées.

Le tribunal arbitral aura le pouvoir d'adjudiquer sur les frais d'arbitrage, mais ces frais ne comprendront pas la rémunération des deux membres du tribunal nommés respectivement par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province d'Ontario et le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, chacun d'eux devant être payé par la partie qui l'aura nommé. La rémunération d'un membre choisi par le juge en chef du Canada à la place du lieutenant-gouverneur en conseil d'une province sera payée par le gouvernement de cette province.

Les dispositions de "The Arbitration Act" d'Ontario qui ne sont pas incompatibles avec la présente convention s'appliqueront pour juger les différends résultant de matières auxquelles la loi d'Ontario est applicable en vertu de la clause 22 des présentes. Il y aura appel des décisions prononcées sur ces différends à la Cour d'appel d'Ontario comme s'il s'agissait d'un jugement final de la Haute Cour de justice d'Ontario.

Les dispositions du Code de procédure civile de la province de Québec concernant l'arbitrage s'appliqueront pour juger les différends résultant de matières auxquelles la loi de Québec est applicable en

tenant-Governor in Council of the Province of Quebec, and the third by the other two. In the event that either Lieutenant-Governor in Council does not choose a member or that the two members chosen do not agree upon the choice of the third member, the choice shall be made by the Chief Justice of Canada.

The findings of any two members of the arbitral tribunal who are of the same opinion shall be the findings of the tribunal, and if more than one item be submitted to the tribunal at the same time, this rule shall apply to each item.

The findings of the arbitral tribunal shall be final and binding upon the parties hereto, subject to the right of appeal hereinafter contained. Upon an appeal to the arbitral tribunal under Clause 6 or Clause 27 the arbitral tribunal may give such approval as in its opinion should be given and such approval shall be sufficient under the Acts concerned.

The arbitral tribunal shall have power to adjudicate upon the costs of arbitration, but such costs shall not include the remuneration of the two members of the tribunal appointed by the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Ontario, and the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Quebec respectively, each of whom shall be paid by the party appointing him. The remuneration of a member chosen by the Chief Justice of Canada in lieu of the Lieutenant-Governor in Council of a Province shall be paid by the Government of such Province.

The provisions of The Arbitration Act of Ontario, which are not inconsistent with this agreement, shall apply to the determination of disputes arising from matters to which the law of Ontario is made applicable by Clause 22 hereof. From the award on such disputes an appeal shall lie to the Court of Appeal for Ontario as from a final judgment of the High Court of Justice for Ontario.

The provisions of the Code of Civil Procedure of the Province of Quebec relating to arbitrations shall apply to the determination of disputes arising from matters to which the law of Quebec is made ap-

vertu de la clause 43 des présentes dans la mesure où elles ne sont pas incompatibles avec les dispositions de la présente convention. Il y aura appel des décisions prononcées sur ces différends à la Cour du banc du roi de la province de Québec comme s'il s'agissait d'un jugement final de la Cour supérieure de la province de Québec.

Au cas de mort, de dépôt, de démission, ou d'incapacité d'agir d'un ou plusieurs arbitres, chacun de ces arbitres devra être remplacé par un autre arbitre nommé de la même façon que l'arbitre qu'il remplace.

47. La présente convention ne liera pas les parties avant que la Législature de la province d'Ontario, à sa prochaine session, ne l'ait confirmée et validée dans la mesure de sa compétence législative.

En foi de quoi, les parties aux présentes ont signé cette convention comme étant conclue au jour et dans l'an plus haut indiqués.

**SIGNÉ, SCELLÉ ET LIVRÉ
en présence de**

G. D. CONANT,
CECIL CARRICK,
Attestant la signature
du ministre des terres et
forêts d'Ontario,

ADÉLARD GODBOUT,
R. LATREILLE,
Attestant la signature
du ministre des terres et
forêts de Québec,

G. D. CONANT,
CECIL CARRICK,
Attestant la signature
de T. H. Hogg et Osborne
Mitchell,

ADÉLARD GODBOUT,
R. LATREILLE,
Attestant la signature
de O. LeFebvre.

N. O. HIPEL,
Ministre des terres et
forêts d'Ontario.

W. HAMEL,
Ministre des terres et
forêts de Québec.

THE HYDRO-ELECTRIC
POWER COMMISSION OF
ONTARIO,
T. H. HOGG,
Président.
OSBORNE MITCHELL,
Secrétaire.

LA COMMISSION DES
EAUX COURANTES DE
QUÉBEC,
O. LEFEBVRE,
Vice-président.

plicable by Clause 43 hereof except in so far as inconsistent with the provisions of this agreement. From the award on such disputes an appeal shall lie to the Court of King's Bench of the Province of Quebec as from a final judgment of the Superior Court of the Province of Quebec.

In the case of death, refusal, withdrawal or inability to act of one or more of the arbitrators each such arbitrator shall be replaced by another appointed in the same manner as the arbitrator whom he replaces.

47. This agreement shall not become binding upon the parties unless and until the Legislature of the Province of Ontario at its next session shall have confirmed and validated it to the extent of its legislative authority.

IN WITNESS WHEREOF the parties hereto have executed these presents as of the day and year first above written.

**SIGNED, SEALED AND DELIVERED
In the Presence of**

as to the signature of
the minister of lands
and forests for Ontario
G. D. CONANT
CECIL CARRICK

N. O. HIPEL
Minister of Lands and
Forests for Ontario.

as to signature of the
Minister of lands and
forests for Quebec
ADÉLARD GODBOUT
R. LATREILLE

W. HAMEL
Minister of Lands and
Forests for Quebec.

as to signature of T.
H. Hogg and Osborne
Mitchell
G. D. CONANT
CECIL CARRICK

THE HYDRO-ELECTRIC
POWER COMMISSION OF
ONTARIO
T. H. HOGG
Chairman.
OSBORNE MITCHELL
Secretary.

as to signature of
O. Lefebvre
ADÉLARD GODBOUT
R. LATREILLE.

THE QUEBEC STREAMS
COMMISSION
O. LEFEBVRE
Vice-President.

ANNEXE A

à une convention en date du 2ième jour de janvier 1943, entre Sa Majesté le Roi au nom de la province d'Ontario, Sa Majesté le Roi au nom de la province de Québec, "The Hydro-Electric Power Commission of Ontario" et la Commission des eaux courantes de Québec.

Paragraphe 1

Toutes ces parcelles ou étendues de terrain et du lit de la rivière Outaouais, sises dans les cantons de Hawkesbury East et Hawkesbury West, dans le comté de Prescott, province d'Ontario, d'une superficie d'environ 1900 acres, lesquelles parcelles ou étendues de terrain et du lit de la rivière Outaouais peuvent être décrites plus précisément comme suit:

Toutes ces parties de terrain et du lit de la rivière Outaouais s'étendant au-dessous de la ligne des hautes eaux de la rivière Outaouais, parties qui sont plus précisément décrites comme suit:

PREMIÈREMENT: partant de l'intersection de ladite ligne des hautes eaux avec la ligne frontière entre la province d'Ontario et la province de Québec et entre le canton de Hawkesbury East dans la province d'Ontario et la seigneurie de Rigaud dans la province de Québec; de là, suivant ladite ligne frontière entre la province de Québec et la province d'Ontario jusqu'à son intersection avec le prolongement vers le nord de la ligne de division entre les cantons de Hawkesbury West et de Longueuil, dans le comté de Prescott, province d'Ontario; de là, vers le sud suivant ledit prolongement jusqu'à la ligne des hautes eaux de la rivière Outaouais; de là, vers l'est, suivant ladite ligne des hautes eaux jusqu'au point de départ.

DEUXIÈMEMENT: toutes les îles et tous les terrains qui sont dans les limites ci-dessus décrites et dont la province n'a pas déjà déposé, ainsi que leurs dépendances.

Paragraphe 2

Toutes ces parcelles ou étendues de terrain et du lit de la rivière Outaouais, sises dans les cantons de Ross, Westmeath et Pembroke, dans le comté de Renfrew, province d'Ontario, d'une superficie d'environ 10,000 acres, lesquelles parcelles ou étendues de terrain et du lit de la rivière Outaouais peuvent être plus précisément décrites comme suit:

PREMIÈREMENT: toutes ces parties de terrain et du lit de la rivière Outaouais s'étendant au-dessous de la ligne des hautes eaux et qui peuvent être décrites plus précisément comme suit:

Partant de l'intersection de ladite ligne des hautes eaux avec la ligne de division entre les lots 8 et 9, concession 13, dans le canton de Ross; de là, suivant le prolongement de ladite ligne vers le nord-est jusqu'à la frontière entre la province d'Ontario et la province de Québec; de là, vers le nord-ouest, le sud et l'ouest suivant ladite frontière jusqu'à son intersection avec le prolongement vers le nord-est d'une ligne à mi-distance entre les lignes qui séparent les lots 6 et 7 et les lots 7 et 8, concession 2, canton de Pembroke; de là, suivant ledit prolongement vers le sud-ouest jusqu'à la ligne des hautes eaux de la rivière Outaouais; de là, vers l'est, le nord et le sud-est suivant ladite ligne des hautes eaux jusqu'au point de départ.

DEUXIÈMEMENT: toutes les îles et tous les terrains qui sont situés dans les limites ci-dessus décrites et dont la province n'a pas déjà disposé, ainsi que leurs dépendances.

SCHEDULE A

to an Agreement dated the 2nd day of January, 1943, between His Majesty the King in right of the Province of Ontario, His Majesty the King in right of the Province of Quebec, The Hydro-Electric Power Commission of Ontario, and the Quebec Streams Commission.

Paragraph 1

All those certain parcels or tracts of land and land under the waters of the Ottawa River, situate in the Townships of Hawkesbury East and Hawkesbury West, in the County of Prescott, in the Province of Ontario, containing by admeasurement an area of 1900 acres, more or less, which certain parcels or tracts of land and land under the waters of the Ottawa River may be more particularly described as follows:

All those portions of land and land covered by the waters of the Ottawa River lying below the high water mark, more particularly described as follows:

FIRSTLY: Commencing at the intersection of the said high water mark with the boundary line between the Province of Ontario and the Province of Quebec, and between the Township of Hawkesbury East in the Province of Ontario and the Seigniory of Rigaud in the Province of Quebec; thence in and along the said boundary line between the Province of Quebec and the Province of Ontario to its intersection with the production northerly of the boundary line between the Townships of Hawkesbury West and Longueuil, in the County of Prescott, Province of Ontario; thence southerly following the said production to the high water mark of the Ottawa River; thence easterly following the said high water mark to the point of commencement.

SECONDLY: All islands and lands within the boundaries above described, not already disposed of by the Province, together with the appurtenances thereto.

Paragraph 2

All those certain parcels or tracts of land and land under the waters of the Ottawa River, situate in the Townships of Ross, Westmeath and Pembroke, in the County of Renfrew, in the Province of Ontario, containing by admeasurement an area of 10,000 acres, more or less, which said certain parcels or tracts of land and land under the waters of the Ottawa River may be more particularly described as follows:

FIRSTLY: All those portions of the land and the lands covered by the waters of the Ottawa River lying below the high water mark, which may be more particularly described as follows:

Commencing at the intersection of the said high water mark with the boundary line between lots 8 and 9, concession 13, in the Township of Ross; thence following the production of the said boundary line north-easterly to the boundary between the Province of Ontario and the Province of Quebec; thence northwesterly, southerly and westerly along the said boundary to its intersection with the production north-easterly of a line midway between the boundary lines between lots 6 and 7 and lots 7 and 8, concession 2, Township of Pembroke; thence following the said production south-westerly to the high water mark of the Ottawa River; thence easterly, northerly and south-easterly following the said high water mark to the point of commencement.

SECONDLY: All islands and lands within the boundaries above described, not already disposed of by the Crown, together with the appurtenances thereto.

ANNEXE B

à une convention en date du 2ième jour de janvier 1943, entre Sa Majesté le Roi au nom de la province d'Ontario, Sa Majesté le Roi au nom de la province de Québec, "The Hydro-Electric Power Commission of Ontario" et la Commission des eaux courantes de Québec.

DROITS DE LA COURONNE (droits simples)

Noyer américain noir et chêne, le pied cube.....	\$.06
Orme, frêne, épinette rouge et érable, le pied cube06
Bouleau, tilleul, cèdre, peuplier, le pied cube.....	.05
Pin rouge, blanc et gris, le pied cube.....	.07½
Tous les autres bois, le pied cube.....	.03
Billes de sciage de peuplier, le mille pieds, m.p.....	2.00
Pin rouge et blanc, en billes de sciage, le mille pieds, m.p.....	2.50
Tilleul, frêne, bouleau, orme, érable, hêtre et chêne, en billes de sciage, le mille pieds, m.p.....	2.50
Pruche, épinette rouge, pin gris et cèdre, le mille pieds, m.p.....	1.50
Epinette noire et sapin baumier, le mille pieds, m.p.....	2.00
Bois de corde (dur), la corde.....	.50
Bois de corde (mou), la corde.....	.25
Tan, la corde.....	.60
Bois de pulpe d'épinette noire, la corde.....	1.40
Sapin baumier, la corde.....	.70
Autre bois de pulpe, la corde.....	.40
Traverse de chemin de fer, la traverse.....	.10
Bois d'est acade (de toute espèce), le mille pieds, m.p.....	2.50
Perches de cèdre, de 30 pieds et moins, chacune.....	.25
Perches de cèdre, de 31 à 40 pieds, chacune.....	.50
Perches de cèdre, de 41 à 50 pieds, chacune.....	.75
Perches de cèdre, de 51 pieds et plus, chacune.....	1.00
Poteaux de cèdre, chacun.....	.02
Pin gris, le mille pieds, m.p.....	1.50

ANNEXE C

à une convention en date du 2ième jour de janvier 1943, entre Sa Majesté le Roi au nom de la province d'Ontario, Sa Majesté le Roi au nom de la province de Québec, "The Hydro-Electric Power Commission of Ontario" et la Commission des eaux courantes de Québec.

(1) Les terrains représentés en rouge sur le plan intitulé: "Plan of Lands at the Carillon Waterpower, in respect of which the Quebec Streams Commission is to pay Ontario the sum of \$2,462,933 pursuant to clause 3 of the agreement dated the 2nd day of January, 1943, between His Majesty the King in right of the Province of Ontario, His Majesty the King in right of the Province of Quebec, The Hydro Electric Power Commission of Ontario and the Quebec Streams Commission", lequel plan est identifié par la signature du ministre des terres et forêts de la province d'Ontario, du ministre des terres et forêts de la province de Québec, et le sceau corporatif de la Commission d'Ontario et de la Commission des eaux courantes et doit être déposé au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement du comté de Prescott conformément à la loi.

(2) Sous réserve des servitudes, des réserves, ou du droit d'accès ou de jouissance compatibles avec leur usage pour fins de submersion par la Commission des eaux courantes, les terrains représentés en vert sur ledit plan.

SCHEDULE B

to an Agreement dated the 2nd day of January, 1943, between His Majesty the King in right of the Province of Ontario, His Majesty the King in right of the Province of Quebec, The Hydro-Electric Power Commission of Ontario, and the Quebec Streams Commission.

CROWN DUES (simple dues)

Black Walnut and Oak, per cubic foot.....	\$.06
Elm, Ash, Tamarac and Maple, per cubic foot.....	.06
Birch, Basswood, Cedar, Poplar, per cubic foot.....	.05
Red and White Pine, and Jackpine, per cubic foot07½
All other woods, per cubic foot.....	.03
Poplar sawlogs, per thousand feet, B.M.....	2.00
Red and White Pine sawlogs, per thousand feet, B.M.....	2.50
Basswood, Ash, Birch, Elm, Maple, Beech and Oak sawlogs, per thousand feet, B.M.....	2.50
Hemlock, Tamarac, Jackpine and Cedar, per thousand feet, B.M.....	1.50
Spruce and Balsam, per thousand feet, B.M.....	2.00
Cordwood (hard), per cord.....	.50
Cordwood (soft), per cord.....	.25
Tan Bark, per cord.....	.60
Spruce Pulpwood, per cord.....	1.40
Balsam, per cord.....	.70
Other Pulpwood, per cord.....	.40
Railway Ties, per tie.....	.10
Boom Timber (all kinds), per thousand feet, B.M..	2.50
Cedar Poles, 30 feet and less, each.....	.25
Cedar Poles, 31 to 40 feet, each.....	.50
Cedar Poles, 41 to 50 feet, each.....	.75
Cedar Poles, 51 feet and over, each.....	1.00
Cedar Posts, each.....	.02
Jack Pine, per M. ft. B.M.....	1.50

SCHEDULE C

to an Agreement dated the 2nd day of January, 1943, between His Majesty the King in right of the Province of Ontario, His Majesty the King in right of the Province of Quebec, The Hydro-Electric Power Commission of Ontario, and the Quebec Streams Commission.

(1) The lands shown coloured red on the plan entitled "Plan of Lands at the Carillon Waterpower, in respect of which the Quebec Streams Commission is to pay Ontario the sum of \$2,462,933 pursuant to clause 3 of the agreement dated the 2nd day of January, 1943, between His Majesty the King in right of the Province of Ontario, His Majesty the King in right of the Province of Quebec, The Hydro-Electric Power Commission of Ontario and The Quebec Streams Commission" which said plan is identified by the signatures of the Minister of Lands and Forests for the Province of Ontario, the Minister of Lands and Forests of the Province of Quebec and by the corporate seals of the Ontario Commission and the Quebec Commission, and is to be deposited in the Registry Office for the Registry Division of the County of Prescott pursuant to legislation in that behalf.

(2) Subject to easements, reservations, right of access or of enjoyment not inconsistent with the use thereof for flooding purposes by the Quebec Commission, the lands shown coloured green on the said plan.

(3) Les routes représentées en violet sur l'édit plan.

(4) Le droit d'affecter en éllevant à 135 pieds le niveau de retenue des forces hydrauliques de Carillon, l'aqueduc et les canaux d'égout de la ville de Hawkesbury, sous réserve de l'obligation de permettre à ladite ville de pénétrer sur n'importe lequel des terrains décrits aux paragraphes 1 et 2 de la présente annexe et situés dans ladite ville pour y poser, réparer et remplacer tous les tuyaux nécessaires et pour entretenir et améliorer, si nécessaire, la prise d'eau, la station des pompes, le débouché et la station d'épuisement de l'égout et d'y faire lesdites choses.

ANNEXE D

à une convention en date du 2^{ème} jour de janvier 1943, entre Sa Majesté le Roi au nom de la province d'Ontario, Sa Majesté le Roi au nom de la province de Québec, "The Hydro-Electric Power Commission of Ontario" et la Commission des eaux courantes de Québec.

Paragraphe 1

Toutes ces parcelles ou étendues de terrain et du lit de la rivière Outaouais, sises dans les cantons de Grand Calumet et de Litchfield, dans le comté de Pontiac, province de Québec, d'une superficie d'environ 1,775 acres, lesquelles parcelles ou étendues de terrain et du lit de la rivière Outaouais peuvent être décrites plus précisément comme suit:

Toutes ces parties de terrain et du lit de la rivière Outaouais s'étendant au-dessous de la ligne des hautes eaux ordinaires, parties qui sont plus précisément décrites comme suit:

PREMIÈREMENT: partant de l'intersection de ladite ligne des hautes eaux ordinaires avec la ligne de division entre les cantons de Litchfield et Clarendon, dans le comté de Pontiac, province de Québec; de là, suivant en remontant le courant ladite ligne des hautes eaux ordinaires de la rivière Outaouais jusqu'au confluent inférieur des deux chenaux de ladite rivière, savoir le chenal de Grand Calumet et le chenal de Rocher Fendu; de là, suivant ladite ligne des hautes eaux ordinaires sur la rive gauche dudit chenal de Grand Calumet jusqu'à l'intersection de ladite ligne des hautes eaux ordinaires avec la ligne de division entre les lots 18 et 19, rang 1, canton de Litchfield, comté de Pontiac, province de Québec; de là, vers l'ouest suivant le prolongement de la ligne de division entre les lots numéros 18 et 19, rang 1, canton de Litchfield jusqu'à son intersection avec la ligne des hautes eaux ordinaires sur la rive droite dudit chenal de Grand Calumet; de là, descendant le courant, suivant ladite ligne des hautes eaux ordinaires sur la rive droite du chenal de Grand Calumet jusqu'au confluent mentionné plus haut desdits deux chenaux; de là, remontant le courant, suivant ladite ligne des hautes eaux ordinaires sur la rive gauche du chenal de Rocher Fendu jusqu'à son intersection avec la ligne de division entre les lots numéros 5 et 6, rang IX, canton de Grand Calumet, comté de Pontiac, province de Québec; de là, suivant le prolongement de ladite ligne de division dans le chenal de Rocher Fendu jusqu'à la frontière entre la province d'Ontario et la province de Québec; de là, descendant le courant, suivant ladite frontière interprovinciale jusqu'à son intersection avec le prolongement dans la rivière Outaouais de la ligne de division entre le canton de Litchfield et le canton de Clarendon, dans le comté de Pontiac, province de Québec; de là, suivant vers le nord-est l'édit prolongement jusqu'à son intersection avec la ligne des

(3) The highways shown coloured purple on the said plan.

(4) The right to affect, by raising the head water level of the Carillon water power to a level of 135 feet, the waterworks and sewage systems for the Town of Hawkesbury subject to the obligation of permitting the said town to enter upon any of the lands described in paragraphs 1 and 2 of this schedule, and situated in the said town, for the purpose of laying, repairing and replacing all necessary pipes, and for the maintenance and improvement, if necessary, of the water intake, pumping station, sewage discharge outlet and pumping station and to do any of the said things.

SCHEDULE D

to an Agreement dated the 2nd day of January, 1943, between His Majesty the King in right of the Province of Ontario, His Majesty the King in right of the Province of Quebec, The Hydro-Electric Power Commission of Ontario, and the Quebec Streams Commission.

Paragraph 1

All those certain parcels or tracts of land and land under the waters of the Ottawa River, situate in the Townships of Grand Calumet, and Litchfield, in the County of Pontiac, in the Province of Quebec, containing by admeasurement an area of 1,775 acres, more or less, which parcels or tracts of land and land under the waters of the Ottawa River may be more particularly described as follows:

All those portions of land and land covered by the waters of the Ottawa River lying below the ordinary high water mark, more particularly described as follows:

FIRSTLY: Commencing at the intersection of the said ordinary high water mark with the dividing line between the Townships of Litchfield and Clarendon, in the County of Pontiac, in the Province of Quebec; thence following in an upstream direction the said ordinary high water mark of the Ottawa River to the lower confluence of the two channels of the said river, namely—the Grand Calumet Channel and the Rocher Fendu Channel; thence following the said ordinary high water mark on the left bank of the said Grand Calumet Channel to the intersection of the said ordinary high water mark with the division line between lots numbers 18 and 19, Range I, Township of Litchfield, County of Pontiac, in the Province of Quebec; thence westerly following the production of the dividing line between lots numbers 18 and 19, Range I, Township of Litchfield, to its intersection with the ordinary high water mark on the right bank of the said Grand Calumet Channel; thence in a downstream direction following the said ordinary high water mark on the right bank of Grand Calumet Channel to the above mentioned confluence of the said two Channels; thence following in an upstream direction the ordinary high water mark on the left bank of the Rocher Fendu Channel to its intersection with the dividing line between lots numbers 5 and 6, Range IX, Township of Grand Calumet, County of Pontiac, in the Province of Quebec; thence following the production of said dividing line into the Rocher Fendu Channel to the boundary between the Province of Ontario and the Province of Quebec; thence following in a downstream direction the said inter-provincial boundary to its intersection with the production into the Ottawa River of the dividing line between the Township of Litchfield and the Township of Clarendon, in the County of Pontiac, in the Province of Quebec; thence

hautes eaux ordinaires de la rivière Outaouais, cette intersection étant le point de départ.

DEUXIÈMEMENT: toutes les îles et tous les terrains dans les limites décrites ci-dessus dont la Province n'a pas déjà disposé, y compris leurs dépendances.

Paragraphe 2

Toutes ces parcelles ou étendues de terrain et du lit de la rivière Outaouais, sises dans les cantons d'Aberdeen, dans le comté de Pontiac, et les cantons d'Aberford, Eddy, Edwards, Boisclerc dans le comté de Témiscamingue, province de Québec, d'une superficie d'environ 4,800 acres, lesquelles parcelles ou étendues de terrain et du lit de la rivière Outaouais peuvent être décrites plus précisément comme suit:

Toutes ces parties de terrain et du lit de la rivière Outaouais s'étendant au-dessous de la ligne des hautes eaux ordinaires, parties qui sont plus précisément décrites comme suit:

PREMIÈREMENT: partant de l'intersection de ladite ligne des hautes eaux ordinaires avec la ligne de division des lots numéros 45 et 46, rang IV, canton d'Aberdeen, comté de Pontiac, province de Québec; de là, suivant le prolongement de ladite ligne de division dans la rivière Outaouais jusqu'à la frontière entre la province d'Ontario et la province de Québec; de là, en direction générale de l'ouest, puis du nord-ouest, suivant ladite frontière interprovinciale jusqu'à son intersection avec le prolongement vers le sud de la ligne de division entre les lots 31 et 32, rang V, canton de Boisclerc, comté de Témiscamingue; de là, suivant vers le nord ledit prolongement jusqu'à son intersection avec la ligne des hautes eaux ordinaires de la rivière Outaouais; de là, en direction générale du sud-est, puis de l'est suivant ladite ligne des hautes eaux ordinaires jusqu'au point de départ.

DEUXIÈMEMENT: toutes les îles et tous les terrains dans les limites décrites ci-dessus dont la Province n'a pas déjà disposé, y compris leur dépendances.

Paragraphe 3

Toutes ces parcelles ou étendues de terrain et du lit de la rivière Outaouais, sises dans les cantons de Boisclerc, Campeau et Gendreau, comté de Témiscamingue, province de Québec, d'une superficie d'environ 2,700 acres, lesquelles parcelles ou étendues de terrain et du lit de la rivière Outaouais peuvent être décrites plus précisément comme suit:

Toutes ces parties de terrain et du lit de la rivière Outaouais s'étendant au-dessous de la ligne des hautes eaux ordinaires, parties qui sont plus précisément décrites comme suit:

PREMIÈREMENT: partant de l'intersection de ladite ligne des hautes eaux ordinaires avec la ligne de division des lots numéros 31 et 32, rang V, canton de Boisclerc, comté de Témiscamingue, province de Québec; de là, suivant le prolongement de ladite ligne de division dans la rivière Outaouais jusqu'à la frontière entre la province d'Ontario et la province de Québec; de là, en direction générale du nord-ouest, suivant ladite frontière interprovinciale jusqu'à son intersection avec le prolongement vers le sud-ouest de la ligne de division entre les lots 1 et 2, rang I, canton de Gendreau, comté de Témiscamingue; de là, suivant ledit prolongement en direction du nord-est jusqu'à son intersection avec la ligne des hautes eaux ordinaires de la rivière Outaouais; de là, suivant cette ligne des hautes eaux ordinaires, en direction générale du sud-est, jusqu'au point de départ.

following north-easterly the said production to its intersection with the ordinary high water mark of the Ottawa River, this intersection being the point of commencement.

SECONDLY: All islands and lands within the boundaries above described, not already disposed of by the Province, together with the appurtenances thereto.

Paragraph 2

All those certain parcels or tracts of land and land under the waters of the Ottawa River, situate in the Townships of Aberdeen, in the County of Pontiac, Aberford, Eddy, Edwards, Boisclerc in the County of Temiscamingue, in the Province of Quebec, containing by admeasurement an area of 4,800 acres, more or less, which parcels or tracts of land and land under the waters of the Ottawa River may be more particularly described as follows:

All those portions of land and land covered by the waters of the Ottawa River lying below the ordinary high water mark, more particularly described as follows:

FIRSTLY: Commencing at the intersection of the said ordinary high water mark with the dividing line of lots numbers 45 and 46, Range IV, Township of Aberdeen, in the County of Pontiac, in the Province of Quebec; thence following the production of said dividing line into the Ottawa River to the boundary between the Province of Ontario and the Province of Quebec; thence in a general direction west, then north-west along the said interprovincial boundary to its intersection with the production southerly of the line of division between lots 31 and 32, Range V, Township of Boisclerc, County of Temiscamingue; thence following northerly the said production to its intersection with the ordinary high water mark of the Ottawa River; thence in a general direction south-east, then east following the said ordinary high water mark to the point of commencement.

SECONDLY: All islands and lands within the boundaries above described, not already disposed of by the Province, together with the appurtenances thereto.

Paragraph 3

All those certain parcels or tracts of land and land under the waters of the Ottawa River, situate in the Townships of Boisclerc, Campeau and Gendreau, in the County of Temiscamingue, in the Province of Quebec, containing by admeasurement an area of 2,700 acres, more or less, which parcels or tracts of land and land under the waters of the Ottawa River may be more particularly described as follows:

All those portions of land and land covered by the waters of the Ottawa River lying below the ordinary high water mark, more particularly described as follows:

FIRSTLY: Commencing at the intersection of the said ordinary high water mark with the division line of lots numbers 31 and 32, Range V, Township of Boisclerc, County of Temiscamingue, in the Province of Quebec; thence following the production of said dividing line into the Ottawa River to the boundary between the Province of Ontario and the Province of Quebec; thence in a general direction northwest along the said interprovincial boundary to its intersection with the production southwesterly of the line of division between lots 1 and 2, Range I, Township of Gendreau, County of Temiscamingue; thence following said production in a northeast direction to its intersection with the ordinary high water mark of the Ottawa River; thence along this ordinary high water mark, in a general direction southeast, to the point of commencement.

DEUXIÈMEMENT: toutes les îles et tous les terrains dans les limites décrites ci-dessus, dont la Province n'a pas déjà disposé, y compris leurs dépendances.

ANNEXE E

à une convention en date du 21^{me} jour de janvier 1943,
entre Sa Majesté le Roi au nom de la province d'Ontario,
Sa Majesté le Roi au nom de la province de Québec,
The Hydro-Electric Power Commission of
"Ontario" et la Commission des eaux courantes de Québec.

DROITS DE LA COURONNE (droits simples)

Noyer américain noir et chêne, le pied cube.....	\$.06
Orme, frêne, épinette rouge et érable, le pied cube.....	.06
Bouleau, tilleul, cèdre, peuplier, le pied cube.....	.05
Pin rouge, blanc et gris, le pied cube.....	.07½
Tous les autres bois, le pied cube.....	.03
Billes de sciage de peuplier, le mille pieds, m.p.....	2.00
Pin rouge et blanc, en billes de sciage, le mille pieds, m.p.....	2.50
Tilleul, frêne, bouleau, orme, érable, hêtre et chêne, en billes de sciage, le mille pieds, m.p.....	2.50
Pruche, épinette rouge, pin gris et cèdre, le mille pieds, m.p.....	1.50
Épinette noire et sapin baumier, le mille pieds, m.p.....	2.00
Bois de corde (dur), la corde.....	.50
Bois de corde (mou), la corde.....	.25
Tan, la corde.....	.60
Bois de pulpe d'épinette noire, la corde.....	1.40
Sapin baumier, la corde.....	.70
Autre bois de pulpe, la corde.....	.40
Traverses de chemin de fer, la traverse.....	.10
Bois d'estacade (de toute espèce), le mille pieds, m.p.....	2.50
Perches de cèdre, de 30 pieds et moins, chacune.....	.25
Perches de cèdre, de 31 à 40 pieds, chacune.....	.50
Perches de cèdre, de 41 à 50 pieds, chacune.....	.75
Perches de cèdre, de 51 pieds et plus, chacune.....	1.00
Poteaux de cèdre, chacun.....	.02
Pin gris, le mille pieds, m.p.....	1.50

SECONDLY: All islands and lands within the boundaries above described, not already disposed of by the Province, together with the appurtenances thereto.

SCHEDULE E

to an Agreement dated the 2nd day of January, 1943,
between His Majesty the King in right of the Province
of Ontario, His Majesty the King in right of the
Province of Quebec, The Hydro-Electric Power
Commission of Ontario, and the Quebec
Streams Commission.

CROWN DUES (Simple Dues)

Black Walnut and Oak, per cubic foot.....	\$.06
Elm, Ash Tamarac and Maple, per cubic foot.....	.06
Birch, Basswood, Cedar, Poplar, per cubic foot.....	.05
Red and White Pine, and Jackpine, per cubic foot.....	.07½
All other woods, per cubic foot.....	.03
Poplar sawlogs, per thousand feet, B.M.....	2.00
Red and White Pine sawlogs, per thousand feet, B.M.....	2.50
Basswood, Ash, Birch, Elm, Maple, Beech and Oak sawlogs, per thousand feet, B.M.....	2.50
Hemlock, Tamarac, Jackpine and Cedar, per thou- sand feet B.M.....	1.50
Spruce and Balsam, per thousand feet, B.M.....	2.00
Cordwood (hard), per cord.....	.50
Cordwood (soft), per cord.....	.25
Tan Bark, per cord.....	.60
Spruce Pulpwood, per cord.....	1.40
Balsam, per cord.....	.70
Other Pulpwood, per cord.....	.40
Railway Ties, per tie.....	.10
Boom Timber (all kinds), per thousand feet, B.M.....	2.50
Cedar Poles, 30 feet and less, each.....	.25
Cedar Poles, 31 to 40 feet, each.....	.50
Cedar Poles, 41 to 50 feet, each.....	.75
Cedar Poles, 51 feet and over, each.....	1.00
Cedar Posts, each.....	.02
Jack Pine, per M.ft. B.M.....	1.50

ANNEXE B

C. P. 651

HÔTEL DU GOUVERNEMENT A OTTAWA. AT THE GOVERNMENT HOUSE AT OTTAWA
Le MARDI 26 janvier 1943.

PRÉSENT:

SON EXCELLENCE

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL EN CONSEIL:

ATTENDU que les gouvernements des provinces d'Ontario et de Québec, "The Hydro-Electric Power Commission of Ontario" et la Commission des eaux courantes de Québec ont conclu une convention dans le but d'aménager les forces hydrauliques aux emplacements de la rivière Ottawa connus sous le nom de Cave & Fourneaux, Des Joachims, Chenaux, Rocher Fendu et Carillon, convention dont copie est jointe aux présentes;

ATTENDU que le ministre des Munitions et approvisionnements rapporte que les parties à ladite convention lui ont demandé le concours du Gouvernement du Canada pour faciliter l'aménagement des forces hydrauliques susmentionnées;

ET ATTENDU que le ministre estime que l'aménagement de forces additionnelles sur la rivière Ottawa dans le plus bref délai possible est nécessaire au fonctionnement des industries de guerre;

A CES CAUSES, il plait à Son Excellence le Gouverneur général en conseil, sur la proposition du ministre des Munitions et approvisionnements avec l'assentiment du ministre des Travaux publics, du ministre des Transports et du ministre des Mines et des ressources, et conformément aux pouvoirs conférés au Gouverneur en conseil par la Loi des mesures de guerre, chapitre 206, S.R.C., 1927, d'ordonner par les présentes que, nonobstant la teneur de tout autre statut ou loi et sous les réserves ci-après formulées, les terrains appartenant à Sa Majesté pour le compte du Canada qui sont adjacents ou contigus au lit de la rivière Ottawa ou qui en comprennent quelque partie et qui sont requis aux fins de la convention susmentionnée soient par les présentes, dans la mesure où ils sont nécessaires pour donner suite à ladite convention, cédés comme suit, savoir:

APPENDIX B

P. C. 651

Tuesday, the 26th day of January, 1943.

PRESENT:

HIS EXCELLENCY

The Governor General in Council:

WHEREAS the governments of the provinces of Ontario and Quebec and the Hydro-Electric Power Commission of Ontario and the Quebec Streams Commission have negotiated an agreement for the purpose of developing water power at sites on the Ottawa River known as Cave & Fourneaux, Des Joachims, Chenaux, Rocher Fendu and Carillon, copy of which agreement is annexed hereto;

AND WHEREAS the Minister of Munitions and Supply reports that the respective parties to the agreement aforesaid have made application to him for co-operation by the Government of Canada to facilitate the development of the water powers aforesaid;

AND WHEREAS the Minister is of opinion that the development of additional power on the Ottawa River with the least possible delay is necessary for the operation of war industries;

THEREFORE, His Excellency the Governor General In Council on the recommendation of the Minister of Munitions and Supply, concurred in by the Minister of Public Works, the Minister of Transport and the Minister of Mines and Resources, and pursuant to the powers vested in the Governor in Council by the War Measures Act, Chapter 206, R.S.C., 1927, is pleased hereby, to order that, notwithstanding anything contained in any other statute or law, and subject to the reservations hereinafter stated, lands belonging to His Majesty in right of Canada adjacent, contiguous or comprising any part of the bed of the Ottawa River required for the purposes of the agreement aforesaid, to the extent necessary to carry out the said agreement, be and they are hereby transferred as follows, namely:

Les terrains susmentionnés situés dans la province d'Ontario, à Sa Majesté pour le compte de la province d'Ontario, et les terrains susmentionnés situés dans la province de Québec, à Sa Majesté pour le compte de la province de Québec; la cession susmentionnée prendra effet, pour ce qui est des terrains requis aux fins de chacun des aménagements prévus à ladite convention, à la date de l'approbation de l'emplacement et des plans des ouvrages de cet aménagement conformément à la Loi de la protection des eaux navigables, chapitre 140, S.R.C., 1927.

Il plaît, en outre, à Son Excellence en conseil, sur la même proposition avec l'assentiment susmentionné, et en vertu de la loi précitée, d'ordonner ce qui suit:

Sont exclus de l'effet des cessions effectuées par les présentes tous les terrains requis pour les fins de la navigation, lesquels terrains seront décrits dans l'arrêté en conseil accordant la susdite approbation conformément à la Loi de la protection des eaux navigables; il est entendu, cependant, que sur les terrains ainsi exclus, le cessionnaire jouira des droits qui sont requis aux fins de ladite convention et qui ne sont pas incompatibles avec les besoins de la navigation tels que définis dans ledit arrêté;

A l'avenir, chaque fois qu'il y aura lieu, sur toute demande raisonnable présentée de la part de Sa Majesté pour le compte de la province d'Ontario ou Sa Majesté pour le compte de la province de Québec, tous autres actes légaux ou autres choses légales nécessaires pour mettre à exécution des dispositions qui précèdent devront être exécutés ou accomplis;

Le ministre des Travaux publics ou le ministre des Transports ou le ministre des Mines et des ressources, chacun dans sa sphère d'autorité ministérielle, reçoit, par les présentes, autorisation et instructions, sur demande d'une des parties à ladite convention, d'annuler et résilier, et s'il le juge nécessaire, d'exproprier tout bail ou privilège octroyé par Sa Majesté pour le compte du Canada concernant la rivière Ottawa et ses tributaires ou l'usage de leurs eaux, à l'exception des Chutes Chaudière, si le ministre intéressé est convaincu que la continuation de la jouis-

Lands aforesaid in the Province of Ontario to His Majesty in right of the Province of Ontario, and lands aforesaid in the Province of Quebec to His Majesty in right of the Province of Quebec; the transfer aforesaid to have effect in the case of lands required for the purposes of each of the developments contemplated in the said agreement at the date of the approval of the site and plans of the works for such development pursuant to the Navigable Waters Protection Act, R.S.C., 1927, chapter 140.

His Excellency in Council, on the same recommendation, with the concurrence aforesaid, and under the above cited authority is further pleased to order and doth hereby order,—

That there shall be excepted from the operation of the transfers effected hereby all lands required for navigation purposes, which said lands shall be described in the Order in Council granting approval aforesaid under the Navigable Waters Protection Act; Provided, nevertheless, that with respect to the lands so excepted the transferee shall enjoy such rights as are not inconsistent with the requirements of navigation as determined in the said Order and are required for the purposes of the said agreement;

That from time to time hereafter there shall, upon every reasonable request made on behalf of His Majesty in right of the Province of Ontario or His Majesty in right of the Province of Quebec, be executed or done all such further lawful acts or things as may be necessary to give effect to the foregoing;

That the Minister of Public Works or the Minister of Transport or the Minister of Mines and Resources, each in respect of matters under his departmental authority, be and he is hereby authorized and directed, on request of any party to the aforesaid agreement, to cancel and terminate, and if in his opinion it is necessary, expropriate any lease or privilege granted by His Majesty in right of Canada in respect of the Ottawa River and its tributaries or the use of the water thereof, save in respect of Chaudiere Falls, if the Minister concerned is satisfied that the

sance de ce bail ou privilège entraverait continuation of the enjoyment of such de quelque façon un aménagement de lease or privilege would in any way forces hydrauliques prévu à ladite convention; il est entendu que le paiement interfere with the development of a water power as provided for in the said agreement: Provided that payment of any de toute indemnité imposée par la loi pour l'annulation, la résiliation ou l'expropriation de tout tel bail ou privilège octroyé avant la date des présentes sera assumé par la partie requérante dans la mesure et aux conditions dont pourront convenir cette partie et le ministre intéressé;

En outre, rien aux présentes ne sera censé autoriser la construction d'aucun ouvrage dans, sur, sous la rivière Ottawa, ni en travers, ni au-dessus de ladite rivière, autrement qu'en conformité des dispositions de la susdite Loi de la protection des eaux navigables.

Copie certifiée conforme.

A. D. P. HEENEY,
Greffier du Conseil privé.

And further that nothing herein contained shall be deemed to authorize the construction of any work in, upon, over, under, through or across the Ottawa River otherwise than in accordance with the provisions of the Navigable Waters Protection Act aforesaid.

Certified to be a true copy.

A. D. P. HEENEY,
Clerk of the Privy Council.